

# JOURNAL OFFICIEL

paraissant le 1<sup>er</sup> et le 15 de chaque mois

| ABONNEMENTS     |                | MODALITES DE PAIEMENT |  | INSERTION   |        |
|-----------------|----------------|-----------------------|--|---|--------|
| NIGER           | 1 an -         | 25.000 FCFA           | Les abonnements ou réabonnements et les annonces sont payables d'avance. Tout règlement s'effectue exclusivement par mandat postal ou chèque bancaire. Pour tout règlement en espèces, une quittance sera fournie. | Trois mille (3.000) francs CFA la ligne. Un minimum de perception de 30.000 FCFA. par annonce sera appliqué pour les insertions. Adresser les correspondances, textes à insérer, demandes de renseignements à :<br><b>JOURNAL OFFICIEL<br/>DE LA REPUBLIQUE DU NIGER<br/>B.P. 116 NIAMEY</b><br>Téléphone : 72.39.30 / 72.20.59<br>Central Administratif : 72.36.00<br>Postes : 3081; 3255; 3725; 3726 ou 3313. |        |
|                 | 6 mois -       | 12.500 FCFA           |  |   |        |
| ETRANGER        | 1 an -         | 38.000 FCFA           |  |   |        |
|                 | 6 mois -       | 19.000 FCFA           |  |   |        |
| VENTE AU NUMERO |                | FRAIS D'EXPEDITION    |  |   |        |
|                 | Année courante | Année antérieure      |  |   | REGIME |
| NIGER           | 1.000 FCFA     | 1.500 FCFA            | Intérieur  | 5.000 FCFA  |        |
| ETRANGER        | 1.500 FCFA     | 2.000 FCFA            | Extérieur  | 7.000 FCFA  |        |
|                 |                |                       | International  | 10.000 FCFA   |        |

## SPECIAL N° 11

### SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

### LOIS

|  |     |
|--|-----|
| <b>Rapport de présentation</b> du projet de Loi portant Loi de finances pour l'année budgétaire 2001 ..... | 181 |
| <b>Loi n° 2000-23 du 20 décembre 2000</b> , portant Loi de finances pour l'année budgétaire 2001 .....     | 187 |
| <b>Annexe I</b> : Prévisions des recettes .....  | 197 |
| <b>Annexe II</b> : Prévisions des dépenses .....   | 202 |
| <b>Annexe III</b> : Budget d'investissement .....  | 253 |
| <b>Annexe IV</b> : BAEMTP .....  | 262 |
| <b>Annexe V</b> : BAEMDN .....   | 265 |
| <b>Annexe VI</b> : Comptes spéciaux du trésor .....  | 268 |

### PARTIE OFFICIELLE

### LOIS

#### **Rapport de présentation du projet de Loi portant loi de finances pour l'année budgétaire 2001**

Monsieur le Président,

Madame et Messieurs les Députés,

Il me revient aujourd'hui l'insigne honneur de vous présenter le projet de Loi de finances au titre de l'année budgétaire 2001.

La présentation du projet de budget soumis à votre sanction fait suite à des négociations concluantes d'un programme économique et financier avec les institutions de Bretton Woods en Septembre 2000. Ce programme, qui couvre la période de 2000 à

2003, vise à réaliser une croissance économique durable et à assurer une viabilité financière à moyen terme dans un cadre macro économique stable.

Il mettra l'accent sur la bonne gouvernance et l'intégration régionale au sein de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA).

Le Gouvernement entend poursuivre les orientations contenues dans la Déclaration de politique générale approuvée par votre auguste Assemblée en avril 2000. Ces orientations, vous vous rappelez, visent :

1) *sur le plan macro économique*, à reprendre et à approfondir les réformes structurelles pour assurer la relance et la diversification de l'économie en vue de lutter efficacement contre la pauvreté ;

2) *sur le plan social*, à consolider l'Etat de droit et la paix dans tout le pays en poursuivant le dialogue dans le cadre établi avec les partenaires sociaux ;

3) *et sur le plan financier*, à assainir et à améliorer les finances publiques dans un cadre de restauration de la bonne gouvernance et de renforcement des capacités de gestion de l'administration.

Le présent rapport s'articule autour des points ci-après :

- le cadrage macro économique du projet de Loi de finances ;
- les nouvelles dispositions législatives sur les recettes ;
- les ressources du budget général ;
- les dépenses du budget général ;
- le budget d'investissement ;
- les budgets annexes ;
- et les comptes spéciaux du trésor.

## I- LE CADRAGE MACRO ÉCONOMIQUE DU PROJET DE LOI DE FINANCES 2001

Le Gouvernement considère que l'objectif de réduction de la pauvreté ne peut être atteint que dans un contexte de stabilité financière accompagnée par une croissance forte et durable. Par conséquent, il entend continuer à mettre en œuvre des politiques et réformes permettant d'atteindre un taux de croissance d'au moins 4,5% en 2003 tout en portant progressivement le taux d'investissement à 13,8% du PIB.

La maîtrise de l'inflation à un niveau inférieur à 3% constitue un autre objectif du programme. Le déficit du compte extérieur (y compris les transferts officiels) qui pourrait atteindre 5,3% du PIB en 2000 sera progressivement réduit à la faveur d'un environnement économique plus favorable.

Pour la première année les objectifs du programme sont les suivants :

- porter le taux de croissance réel de l'économie à près de 3,7% en 2001 contre 3% en 2000. Ce taux tient compte d'une accélération de l'ensemble des secteurs de l'économie avec le rétablissement d'un fonctionnement normal des finances publiques ;
- l'indice des prix à la production pourrait se situer à 3,4% en raison de la hausse des prix des produits pétroliers et des effets de l'appréciation du dollar par rapport au franc CFA ;
- l'épargne nationale s'établira à 6,6% du PIB en 2001 contre 5,2% en 2000 ;
- le taux de pression fiscale passera de 8,2% du PIB en 2000 à 8,9% en 2001 ;
- l'éligibilité du Niger à l'initiative PPTE renforcée en vue d'un allègement substantiel de la dette extérieure.

En 2001, l'accélération de la croissance se traduira par un relèvement du rythme des importations dont l'impact sera atténué par une réduction de la facture pétrolière permettant de maintenir le niveau du déficit du compte courant de la balance des paiements à son niveau projeté pour l'an 2000, c'est à dire 10,3% du PIB.

La politique budgétaire prudente observée en l'an 2000 devrait permettre de démarrer l'année 2001 sur des bases plus saines et permettre à l'Etat de se libérer progressivement des contraintes financières imposées par un niveau de recettes encore trop bas.

Les objectifs retenus dans le cadre de la Loi de Finances 2001 confirment la volonté de redressement des finances publiques.

Le programme des réformes structurelles se concentrera sur le renforcement des administrations financières, la poursuite du programme de privatisation en concertation avec nos partenaires au développement, la mise en place d'un plan de réforme du secteur pétrolier et la libéralisation des prix des biens et services encore soumis à un contrôle, ainsi que la finalisation de la stratégie d'assainissement et d'approfondissement du secteur financier.

Dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des populations, des moyens substantiels seront affectés au secteur de l'éducation, de la santé, du développement rural et des infrastructures de transports.

## II – NOUVELLES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES SUR LES RECETTES

La Loi de finances pour l'exercice budgétaire 2000 a déjà jeté les bases des réformes à apporter dans le domaine de la fiscalité intérieure pour tenir compte de l'avènement du tarif

extérieur commun dans l'espace communautaire UEMOA à compter du 1er janvier 2000.

Pour faire face au manque à gagner sur les recettes douanières, qu'implique la mise en œuvre du TEC, les différents Etats de l'Union étaient contraints de redéployer leur fiscalité, en renforçant leur système de fiscalité intérieure. Notre pays ne peut se mettre en marge d'une approche qui, à tous égards, s'est avérée incontournable. A cet effet, les mesures prises sont pour l'essentiel :

- l'institution de droits d'accises sur certains produits,
- le rehaussement du taux de la TVA.

En vue du maintien de l'approche ci-dessus, la loi de finances pour l'année budgétaire 2001 s'évertuera à consolider les mesures déjà prises, en les confortant par d'autres mesures susceptibles de nous rapprocher du taux de pression fiscale évalué à 8,9% du PIB. Cet objectif est pour nous une conditionnalité qui nous impose de mobiliser un supplément de recettes. C'est fort de cela qu'un train de mesures nouvelles est proposé. Ces mesures s'articulent principalement autour de :

- la création d'un impôt sur les plus-values de cessions immobilières (15%),
- le réaménagement à la hausse des droits d'accises : hausse de 1 point pour les huiles alimentaires, 2 à 5 points sur d'autres produits identifiés (noix de cola, thé et produits de parfumerie).

Par ailleurs, il est prévu d'autres mesures diverses, susceptibles d'améliorer le produit de certains impôts :

- taxe d'apprentissage,
- IRVM,
- publicité foncière,
- domaine,
- transfert intégral du recouvrement des impôts au niveau du réseau comptable de la DGI pour un meilleur suivi des réalisations par les services de cette direction,
- paiement spontané de certains impôts (IC/BIC - BNC et taxes annexes) en vue de réduire les délais de recouvrement.

En outre, d'importantes mesures sont proposées, soit pour lutter contre l'incivisme fiscal en matière de timbre et d'enregistrement d'actes, soit pour réprimer la corruption des agents publics sous toutes ses formes.

De même, il est envisagé la mise en place d'un cadre de collaboration fonctionnelle entre les administrations financières et les collectivités territoriales.

Le Gouvernement reste persuadé que la mise en œuvre de toutes ces mesures permettra une mobilisation plus accrue des ressources internes, tenant compte des facultés contributives de chaque citoyen.

## III - LES RESSOURCES DU BUDGET GÉNÉRAL

Les ressources du budget général sont arrêtées à deux cent douze milliards six cent vingt cinq millions quatre cent soixante un mille (212.625.461.000) Fcfa, soit une hausse de 11,93 milliards par rapport au budget 2000 (200,423 milliards), correspondant à une augmentation de l'ordre de 5,95%.

### 3-1.- Les prévisions de recettes (en millions de Fcfa)

Le tableau ci-après donne un aperçu global des prévisions de recettes par nature au titre du budget 2001.

## Les prévisions de recettes (en millions de FCFA)

| Nature des Recettes             | 2000           |                | 2001            |               |  |
|---------------------------------|----------------|----------------|-----------------|---------------|--|
|                                 | Prévisions     | Prévisions     | Variation 01/00 |               |  |
|                                 |                |                | Montant         | %             |  |
| <b>Recettes internes</b>        | <b>114 448</b> | <b>130 097</b> | <b>15 649</b>   | <b>13,67%</b> |  |
| - Recettes internes permanentes | 110 746        | 123 682        | 12 936          | 11,68%        |  |
| * Recettes fiscales             | 108 155        | 121 643        | 13 488          | 12,47%        |  |
| * Produits divers               | 2 591          | 2 040          | -551            | -21,28%       |  |
| - Recettes exceptionnelles      | 3 702          | 6 415          | 2 713           | 73,28%        |  |
| - Recettes compensées           | 0              | 0              | 0               | 0,00%         |  |
| <b>Ressources extérieures</b>   | <b>85 975</b>  | <b>82 528</b>  | <b>-3 447</b>   | <b>-4,01%</b> |  |
| - Emprunts                      | 31 000         | 45 000         | 14 000          | 45,16%        |  |
| - Aides budgétaires             | 54 975         | 37 528         | -17 447         | -31,74%       |  |
| <b>TOTAL</b>                    | <b>200 423</b> | <b>212 625</b> | <b>12 202</b>   | <b>6,09%</b>  |  |

Il découle de la lecture de ce tableau, les constatations suivantes :

- une hausse sensible des recettes internes. En effet, celles-ci passent de 114,45 milliards à 130,097 milliards, due essentiellement à la hausse des recettes fiscales de 12,47%, soit 13,30 milliards ;

- une augmentation substantielle des prévisions au titre des emprunts de 45,16%, résultant essentiellement de la reprise des relations avec les institutions de Bretton Woods. Quant aux aides budgétaires, elles diminuent de 31,74%, traduisant le réalisme du Gouvernement dans l'évaluation de cette nature de ressources. Globalement, les ressources extérieures baissent de 3,45 milliards en l'an 2001, soit 4,01% en valeur relative.

## 3-2.- Evolution globale des prévisions de recettes (en millions de Fcfa)

| TITRES                          | 1 998          |              | 1 999          |             | 2 000          |              | 2001           |                 |              |
|---------------------------------|----------------|--------------|----------------|-------------|----------------|--------------|----------------|-----------------|--------------|
|                                 | Montant        | %            | Montant        | %           | Montant        | %            | Prévisions     | Variation 01/00 |              |
|                                 |                |              |                |             |                |              |                | Montant         | %            |
| I- RECETTES FISCALES            | 98 010         | 19,76        | 114 481        | 16,81       | 108 155        | -5,53        | 121 643        | 13 488          | 12,47%       |
| II- PRODUITS DIVERS             | 17 322         | -31,61       | 23 943         | 38,22       | 2 591          | -89,18       | 2 040          | -551            | -21,28%      |
| III- RESSOURCES EXCEPTIONNELLES | 88 681         | 32,86        | 67 485         | -23,90      | 89 677         | 32,88        | 88 943         | -734            | -0,82%       |
| <b>TOTAL</b>                    | <b>204 013</b> | <b>17,30</b> | <b>205 909</b> | <b>0,93</b> | <b>200 423</b> | <b>-2,66</b> | <b>212 625</b> | <b>12 202</b>   | <b>6,09%</b> |

Il ressort de ce tableau que, par rapport aux prévisions de la loi de finances 2000, les recettes fiscales ont été augmentées de 13,30 milliards, soit 12,47%.

En ce qui concerne les produits divers, ils sont ramenés de 2,59 milliards à 2,04 milliards, soit une baisse de 21,28%.

Enfin, les ressources exceptionnelles (internes et externes) ont globalement baissé de 0,82%. Il est à noter que les ressources externes exceptionnelles sont estimées à 82,528 milliards dont 45,00 milliards sous forme d'emprunts et 37,528 milliards sous forme de dons. Ces ressources participent pour 38,86% dans le financement du budget général de fonctionnement de l'Etat.

## 3-3.- Evolution par nature de ressources

## a°) Evolution des prévisions des recettes fiscales (en millions de Fcfa)

| NATURE                             | 1 998         |              | 1 999          |              | 2 000          |               | 2001           |                 |               |
|------------------------------------|---------------|--------------|----------------|--------------|----------------|---------------|----------------|-----------------|---------------|
|                                    | Montant       | %            | Montant        | %            | Montant        | %             | Prévisions     | Variation 01/00 |               |
|                                    |               |              |                |              |                |               |                | Montant         | %             |
| Impôts directs                     | 24 100        | 5,45         | 28 406         | 17,87        | 20 235         | 18,71         | 22 067         | 1 832           | 9,05%         |
| Impôts indirects                   | 15 600        | 30,00        | 19 500         | 25,00        | 24 150         | 22,33         | 24 600         | 450             | 1,86%         |
| Droits de douanes                  | 51 992        | 27,11        | 56 535         | 8,74         | 55 820         | 51,61         | 67 451         | 11 751          | 21,10%        |
| Enregistrement et taxes assimilées | 6 300         | 4,13         | 10 000         | 58,73        | 7 920          | 7,32          | 7 490          | -430            | -5,43%        |
| Taxes diverses                     | 18            | -45,45       | 40             | 122,22       | 30             | 0,03          | 35             | 5               | 17,00%        |
| <b>TOTAL</b>                       | <b>98 010</b> | <b>19,76</b> | <b>114 481</b> | <b>16,81</b> | <b>108 155</b> | <b>100,00</b> | <b>121 643</b> | <b>13 608</b>   | <b>12,60%</b> |

En rappel, il faut souligner que les recettes fiscales ont globalement augmenté de 13,30 milliards, dont 11,63 milliards au niveau des droits de douanes. Il est à noter que l'évaluation de ces produits est faite sur la base des taux de recouvrement de l'année antérieure, d'une part, et, d'autre part, des tendances en début d'année. L'augmentation au niveau des droits de douanes résulte essentiellement d'une réévaluation de la taxe sur l'importation des produits pétroliers (TIPP).

b° Evolution des prévisions des produits divers (en millions de Fcfa)

| NATURE   | 1 998         |               | 1 999         |               | 2 000        |               | 2001         |                 |                |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------|---------------|--------------|-----------------|----------------|
|  | Montant       | %             | Montant       | %             | Montant      | %             | Prévisions   | Variation 01/00 |                |
|  |               |               |               |               |              |               |              | Montant         | %              |
| Revenus du domaine   | 1 514         | 8,74          | 2 464         | 10,29         | 1 343        | 51,83         | 705          | -638            | -47,51%        |
| Prestations, amendes, prélèvements remboursés, recettes diverses | 1 766         | 10,20         | 1 479         | 6,18          | 1 248        | 48,17         | 1 335        | 86              | 6,92%          |
| Ressources affectées   | 14 042        | 81,06         | 20 000        | 83,53         | 0            | 0,00          | 0            | 0               | 0              |
| <b>TOTAL</b>   | <b>17 322</b> | <b>100,00</b> | <b>23 943</b> | <b>100,00</b> | <b>2 591</b> | <b>100,00</b> | <b>1 950</b> | <b>-551</b>     | <b>-21,28%</b> |

Les produits divers ne sont prévus que pour 2,04 milliards, contre 2,59 milliards en l'an 2000, soit une baisse de 21,28%, résultat d'une évaluation réaliste de cette catégorie de recettes.

c° Evolution des prévisions des ressources exceptionnelles (en millions de Fcfa)

| NATURE                               | 1 998         |               | 1 999         |               | 2 000         |               | 2001          |                 |               |
|--------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-----------------|---------------|
|                                      | Montant       | %             | Montant       | %             | Montant       | %             | Prévisions    | Variation 01/00 |               |
|                                      |               |               |               |               |               |               |               | Montant         | %             |
| Recettes patrimoniales               | 150           | 0,17          | 150           | 0,22          | 150           | 0,17          | 150           | 0               | 0,00%         |
| Recettes d'Emprunts                  | 66 500        | 74,99         | 43 800        | 64,90         | 31 000        | 34,57         | 45 000        | 14 000          | 45,16%        |
| Contributions et ressources diverses | 22 031        | 24,84         | 23 535        | 34,87         | 58 527        | 65,26         | 43 793        | -14 734         | -25,17%       |
| <b>TOTAL</b>                         | <b>88 681</b> | <b>100,00</b> | <b>67 485</b> | <b>100,00</b> | <b>89 677</b> | <b>100,00</b> | <b>88 943</b> | <b>-734</b>     | <b>-0,82%</b> |

A la lecture de ce tableau, on constate que l'Etat sollicitera encore l'appui des partenaires au développement pour financer une grande partie du budget. En effet, ces ressources représentent 82,528 milliards, dont 45,00 milliards sous forme d'emprunts et 37,528 milliards sous forme de dons. Les ressources internes exceptionnelles, quant à elles, représentent 6,415 milliards.

Le tableau ci-après donne le détail des ressources extérieures programmées au budget 2001 en milliards de F.CFA.

| Bailleur de Fonds    | Dons           | Emprunts      |
|----------------------|----------------|---------------|
| Banque mondiale      |                | 20,000        |
| F.M.I                |                | 15,000        |
| FAD                  |                | 10,000        |
| Union européenne     | 20,000         |               |
| France               | 10,000         |               |
| Autres               | 7,528          |               |
| <b>Total</b>         | <b>37,528</b>  | <b>45,000</b> |
| <b>Total général</b> | <b>82, 528</b> |               |

#### IV- LES DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL

Les dépenses du budget général 2001 sont également estimées à deux cent douze milliards six cent vingt cinq millions

quatre cent soixante un mille (212.625.461.000) F.CFA contre deux cent milliards quatre cent vingt trois millions trois cent mille (200.423.300.000) Fcfa en l'an 2000 soit une hausse de 12,202 milliards en valeur absolue et 6,09% en valeur relative.

Les dépenses sont constituées de la dette publique, du fonctionnement des services et des interventions publiques.

Elles ont été évaluées dans un contexte spécifique. En effet, il s'agit du premier budget dont les orientations et le réalisme détermineront de manière significative l'appui de nos partenaires au développement, principalement pour l'éligibilité de notre pays à l'initiative PPTE. Dans cette optique, tout au long de sa préparation, le Gouvernement est resté en étroite collaboration avec les partenaires les plus déterminants dans le processus décisionnel : le F.M.I, la Banque mondiale, l'Union européenne et la BAD, entre autres. De ces concertations et des analyses du Gouvernement, il résulte que le maintien du montant de la dette publique constitue une conditionnalité rigoureuse pour l'appui des institutions financières internationales. Ainsi, particulièrement pour les arriérés intérieurs de l'Etat, l'utilisation des crédits doit se faire dans le cadre d'un plan d'apurement cohérent et transparent, établi en concertation avec les partenaires.

## 4-1 Les grandes masses des prévisions des dépenses (en milliards de Fcfa)

| Nature des Dépenses                     | 2000          |               | 2 001           |              |
|---|---------------|---------------|-----------------|--------------|
|   | Prévisions    | Prévisions    | Variation 01/00 |              |
|   |               |               | Montant         | %            |
| I- Dette Publique (Titre I)             | 50,94         | 68,88         | 17,94           | 35,22%       |
| - Dette Extérieure                      | 18,18         | 21,85         | 3,67            | 20,17%       |
| - Dette Intérieure                      | 32,76         | 47,03         | 14,27           | 43,57%       |
| II- Fonctionnement (Titres II et III)   | 98,50         | 95,55         | -2,95           | -2,99%       |
| - Personnel                             | 52,00         | 49,64         | -2,36           | -4,54%       |
| - Matériel et Fournitures               | 37,14         | 35,34         | -1,80           | -4,85%       |
| - Transports                            | 8,38          | 9,56          | 1,18            | 14,08%       |
| - Logement                              | 0,98          | 1,01          | 0,03            | 3,06%        |
| III- Interventions Publiques (Titre IV) | 50,98         | 48,19         | -2,79           | -5,8%        |
| <b>TOTAL</b>                            | <b>200,42</b> | <b>212,62</b> | <b>12,20</b>    | <b>6,09%</b> |

Les premières constatations qu'on peut formuler à la lecture du tableau ci-dessus sont les suivantes:

- les prévisions 2001 font apparaître une hausse totale de 12,202 milliards par rapport au budget 2000, résultant le réalisme qui a prévalu lors de la préparation du budget. La variation se répartit comme suit au niveau des différents titres:

- Titre I : <<Dette publique>>: +17,939 milliards ;
- Titres II et III : <<Fonctionnement des services>>: -2,955 milliards;
- Titre IV : <<Interventions publiques>>: -2,781 milliard.

## 4-2.- Evolution globale des prévisions de dépenses (en millions de Fcfa)

| Titres                      | 1 998          |              | 1 999          |             | 2 000          |              | 2001           |             |
|-----------------------------|----------------|--------------|----------------|-------------|----------------|--------------|----------------|-------------|
|                             | Montant        | %            | Montant        | %           | Montant        | %            | Montant        | %           |
| I- Dette publique           | 65 567         | 54,26        | 50 147         | -23,52      | 50 940         | 1,58         | 68 879         | 35,22       |
| II- Pouvoirs publics        | 3 638          | 75,33        | 4 190          | 15,17       | 4 362          | 4,11         | 4 499          | 3,13        |
| III- Moyens des services    | 81 353         | 8,25         | 92 502         | 13,7        | 94 142         | 1,77         | 91 050         | -3,28       |
| IV- Interventions publiques | 53 455         | 21,45        | 59 070         | 10,5        | 50 979         | -13,7        | 48 198         | -5,46       |
| <b>Total</b>                | <b>204 013</b> | <b>24,59</b> | <b>205 909</b> | <b>0,93</b> | <b>200 423</b> | <b>-2,66</b> | <b>212 625</b> | <b>6,09</b> |

On constate que le titre I " Dette publique " accuse une augmentation de 35,22% consécutive à une réévaluation des crédits inscrits au CAADIE de 15 milliards. La dette extérieure est composée des dettes directes pour 19,556 milliards et de la dette rétrocédée pour 2,290 milliards. Quant à la dette intérieure, elle se décompose comme suit :

- intérêts sur bons de trésor : 0,130 milliard
- avances BCEAO : 12,400 milliards
- réparations civiles et contentieux : 0,443 milliard
- intérêts sur découverts : 2,583 milliards
- CAADIE : 31,478 milliards

En ce qui concerne les crédits inscrits au niveau du titre II " Pouvoirs publics ", on constate une hausse de 3,13% consécutive à la création de nouvelles institutions (HCJ, CC, CNDHLF etc.). Pour ce qui est du titre III " Moyens de services ", on constate une baisse de 3,28%. Quant au titre IV " Interventions pu-

bliques ", il affiche une diminution de 5,46%. Il se répartit comme suit :

- Subventions: 5,00 milliards
- Bourses: 2,50 milliards
- Contribution au B.I: 24,76 milliards se répartissant en dotation du budget général (13,04 milliards) et remboursement des droits et taxes sur marchés sur financements extérieurs (10,70 milliards)
- Fonds routier : 4,72 milliards
- PAIPCE : 1, milliard
- Filet social : 0,80 milliard
- Réserve budgétaire : 0,38 milliard
- autres interventions : 10,36 milliards.

**4-3.- Evolution par nature des prévisions des dépenses des titres II et III (en millions de Fcfa)**

| Nature       | 1 998         |             | 1 999         |              | 2 000         |             | 2001          |              |
|--------------|---------------|-------------|---------------|--------------|---------------|-------------|---------------|--------------|
|              | Montant       | %           | Montant       | %            | Montant       | %           | Montant       | %            |
| Personnel    | 44 330        | -2,58       | 46 633        | 5,2          | 52 000        | 11,51       | 49 643        | -4,53        |
| Matériel     | 29 805        | 8,2         | 37 586        | 26,1         | 37 143        | -1,18       | 35 339        | -4,85        |
| Transport    | 9 757         | 29,71       | 11 349        | 16,32        | 8 379         | -26,17      | 9 559         | 14,08        |
| Logement     | 1 099         | 9,9         | 1 123         | 2,2          | 983           | -12,48      | 1007          | 2,44         |
| <b>TOTAL</b> | <b>84 991</b> | <b>9,77</b> | <b>96 691</b> | <b>13,77</b> | <b>98 505</b> | <b>1,88</b> | <b>95 555</b> | <b>-2,99</b> |

A la lecture de ce tableau, on constate que la masse salariale est ramenée de 52 milliards à 49,64 milliards, soit une baisse de 4,53%. Celle-ci résulte de la prise en compte des mesures d'économie escomptées sur ce poste, au titre de l'année 2001. Quant au poste Matériel il connaît une baisse de 4,85%, contre une hausse de 14,08% pour le poste Transport, justifiée essentiellement par la prise en compte des nouveaux tarifs à la pompe des hydrocarbures. Les crédits relatifs au logement ont connu une légère augmentation de 2,44%, s'établissant à 1,01 milliard, contre 0,98 milliard en l'an 2000.

**V- LE BUDGET D'INVESTISSEMENT**

Le budget d'investissement 2001 est équilibré en recettes et en dépenses à un montant de cent quatorze milliards quatre cent vingt deux millions sept cent soixante onze mille (114.422.771.000) F CFA contre cent trente sept milliards soixante trois millions huit cent trois mille (137.063.803.000) Fcfa, en l'an 2000, soit une baisse de 22.641.032.000 Fcfa en valeur absolue et 16,52% en valeur relative.

Il est financé comme suit:

- une dotation du budget général de fonctionnement de 23,739 milliards de francs, constituée de la contribution stricto sensu pour 13,039 milliards et des crédits afférents aux remboursements de droits et taxes sur marchés publics des projets d'investissement financés aux moyens des ressources extérieures pour 10,700 milliards;

- des ressources d'emprunts pour 45,189 milliards;

- et des aides non remboursables (dons) pour 45,495 milliards.

Le tableau ci-après donne la répartition sectorielle des crédits de paiement au titre du budget d'investissement 2001 ( en milliers de f CFA) :

| Secteur                         | Montant            | %             |
|---------------------------------|--------------------|---------------|
| Secteurs productifs             | 30.916.493         | 27,02         |
| Secteurs sociaux                | 32.630.841         | 28,52         |
| Infrastructures                 | 24.248.691         | 21,19         |
| Accompagnement au développement | 26.626.746         | 23,27         |
| <b>Total</b>                    | <b>114.722.771</b> | <b>100,00</b> |

**VI- LES BUDGETS ANNEXES****6-1- Le Budget annexe d'exploitation du matériel des travaux publics**

Il est équilibré en recettes et en dépenses à un montant de deux milliards huit cent sept millions six cent cinquante mille (2.807.650.000) Fcfa. Ce budget annexe deviendra caduc lorsque la CAFER sera opérationnelle.

**6-2- Le Budget annexe d'exploitation du matériel de la défense nationale**

Il est équilibré en recettes et en dépenses à un montant de trois milliards neuf cent cinquante un millions (3.951.000.000) de Fcfa

**VII- LES COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR**

Les comptes spéciaux du trésor sont ouverts dans la Loi de finances 2001 pour un montant total de quatre milliards neuf cent quatre vingt six millions huit cent quinze mille (4.986.815.000) Fcfa.

Les comptes spéciaux du trésor ouverts sont les suivants (en millions de Fcfa):

| Intitulé   | Montant          |
|--|------------------|
| 115-36 Fonds spécial d'études et de contrôle                       | 250 000          |
| 111-01-00 Garage administratif                                     | 500 000          |
| 115-10-50 Piscine olympique d'Etat                                 | 4 500            |
| 115-10-00 Fonds national de retraite                               | 3 208 618        |
| 115-10-30 Magasin sous douanes                                     | 563 300          |
| 115-20-10 Fonds de développement du tourisme                       | 75 120           |
| 115-20-40 Contribution volontaire à l'effort de redressement       | 385 277          |
| Caisse autonome pour le financement de l'entretien routier (CAFER) | PM               |
| Centre autonome de traitement des arriérés intérieurs de l'Etat    | PM               |
| <b>Total</b>   | <b>4 986 815</b> |

Telles sont, Monsieur le Président, Madame et Messieurs les Députés, les grandes lignes du projet de loi de finances 2001 soumis à l'examen et à l'approbation de votre Auguste Assemblée.

Le Ministre des Finances

Ali Badjo Gamatié

**Loi n° 2000-23 du 20 décembre 2000, portant Loi de finances pour l'année budgétaire 2001**

Vu la Constitution ;

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté,

Le Président de la République promulgue, la loi dont la teneur suit :

**TITRE I - MESURES PERMANENTES :**

Article premier.- A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001, l'alinéa premier de l'article 15 de la Section I du Titre I du Régime fiscal et domanial de la République du Niger est complété ainsi qu'il suit :

*- Toutefois, l'administration fiscale est fondée à procéder à un déclassement de tout contribuable, nonobstant son option pour le régime réel d'imposition, pour l'imposer à la patente synthétique, lorsque, pendant deux exercices consécutifs son chiffre d'affaires annuel reste en deçà du seuil minimum exigible.*

Art. 2.- A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001, le paragraphe I de l'article 27 bis est complété ainsi qu'il suit :

*L'impôt du minimum forfaitaire est assis annuellement sur le chiffre d'affaires réalisé au cours du dernier exercice comptable intervenu. Toutefois, pour les secteurs d'activités dans lesquels les prix ou les tarifs sont homologués par les pouvoirs publics, la base de calcul dudit impôt est la marge brute déterminée sur la même période. Les secteurs d'activités concernés seront définis par arrêté du ministre chargé des finances.*

Art. 3.- A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001, l'article 24 du Titre I Section II du Régime fiscal et domanial de la République du Niger est complété par un 2<sup>ème</sup> alinéa rédigé ainsi qu'il suit :

*En outre, ils sont tenus de faire parapher par les services de la direction générale des impôts, leurs livre-journaux et quittancier et tout autre document dont l'usage est requis en matière comptable ou fiscale.*

*Le non-respect de cette obligation entraîne les sanctions prévues à l'article 352 ter du Titre VII du Régime fiscal et domanial de la République du Niger.*

Art. 4.- A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001, l'article 16 du Titre II Section I relatif à la taxe d'apprentissage est reformulé ainsi qu'il suit :

*En aucun cas les exonérations prévues aux articles 14 et 15 ci-dessus ne peuvent excéder, pour un employeur, 40% de la taxe due en raison des rémunérations versées à l'ensemble du personnel au cours de l'exercice au titre duquel le calcul est effectué.*

Art. 5.- A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001, l'article 8 du Titre II Section III-I du Régime fiscal et domanial de la République du Niger est modifié ainsi qu'il suit :

*Article 8 (nouveau) : La taxe foncière sur les propriétés bâties est due pour l'année entière par la personne physique propriétaire d'immeuble.*

*Lorsque le propriétaire de l'immeuble n'est pas identifié par l'administration fiscale, le paiement de la taxe incombe à l'occupant de l'immeuble pour le compte du propriétaire.*

En cas d'usufruit, l'imposition est due par l'usufruitier dont le nom doit figurer sur l'état de liquidation à la suite de celui du propriétaire.

En cas de bail emphytéotique, le preneur ou l'emphytéote est entièrement substitué au bailleur.

Art. 6.- A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001, l'article 195 de la Section VI du Titre II du Régime fiscal et domanial de la Répu-

blique du Niger est modifié ainsi qu'il suit :

*Article 195 (nouveau) : La valeur locative est déterminée soit au moyen de baux authentiques ou de locations verbales passés dans des conditions normales, soit en comparaison avec des locaux dont le loyer aura été régulièrement ou sera notoirement connu et à défaut de ces bases, par voie d'évaluation directe.*

La méthode d'évaluation sera celle prévue par la loi n°97-45 du 15 décembre 1997 et ses textes d'application.

Art. 7.- A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001, la troisième partie du tableau B de la patente est modifiée comme suit :

Pompes de distribution d'essence :

- Taxe déterminée : 200.000 F;
- Taxe variable : 10.000 F/pompe ;

(Le reste sans changement).

Art. 8.- A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001, les articles 9, 11, 14, 17 et les tableaux C1-C2 de la Section IX du Titre II du Régime fiscal et domanial de la République du Niger sont modifiés ainsi qu'il suit :

*Article 9 (nouveau) : La patente synthétique est annuelle, personnelle et ne peut servir qu'à celui à qui elle est délivrée. Elle est recouvrée en une seule fois ou par moitié chaque semestre pour les professions du secteur de transport, ou par quart chaque trimestre pour les autres professions. Le redevable ambulant est imposé à son lieu de résidence, mais sa quittance est valable sur tout le territoire national.*

*Article 11 (nouveau) : - Tout paiement de la patente donne lieu à la délivrance d'un ticket valeur pour les professions du transport ou d'une quittance pour les autres professions. La quittance ou le ticket valeur doit être présenté à toute réquisition des agents habilités notamment au moment du recensement, du recouvrement et au cours des opérations de contrôle.*

Un duplicata sera délivré en cas de destruction, de perte ou de vol dûment attestés du ticket valeur ou de la quittance sur demande écrite du contribuable adressée au receveur qui l'a délivré.

Le duplicata est délivré moyennant un timbre fiscal de 10.000 francs qui y sera apposé.

*Article 14 (nouveau) : - Le recouvrement de la patente synthétique est effectué par le réseau comptable de la Direction générale des impôts (DGI).*

En cas de paiement semestriel, le contribuable doit s'acquitter de sa patente synthétique au plus tard le 31 mars au titre du premier semestre, et au plus tard le 30 septembre au titre du second semestre. Tout semestre commencé ou en cours est dû.

*Article 17 (nouveau) : - Sans préjudice de la sanction ci-dessus, toute infraction à la présente législation sera sanctionnée d'une amende égale à 25% des droits compromis. L'amende est liquidée sur le montant semestriel de la patente synthétique.*

La perception de cette amende donne lieu à la délivrance d'une quittance tirée du quittancier à souche du comptable de la DGI.

Art. 9.- A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001, les tableaux C1 et C2 de la patente sont modifiés, complétés et annexés à la présente loi.

Art. 10.- A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001, les taux du droit d'accises sur certains produits sont modifiés ainsi qu'il suit :

| Position tarifaire | Désignation                           | Taux           |
|--------------------|---------------------------------------|----------------|
| 08-02-90-10-00     | Noix de cola                          | 15% ad valorem |
| 09-02              | Thé                                   | 12% ad valorem |
| 15-07 à 15-15      | Huiles et corps gras alimentaires     | 15% ad valorem |
| 33-03- à 33-07     | Produits de parfumerie et cosmétiques | 15% ad valorem |

Art. 11.- A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001, il est créé un 2<sup>ème</sup> alinéa à l'article premier de la loi n° 62-34 du 16 septembre 1962 (livre VII du Régime fiscal et domanial de la République du Niger) ainsi libellé :

Sont également passibles de la taxe différentielle communément appelée vignette :

- les véhicules qui, sans être immatriculés au Niger sont détenus par des personnes résidant habituellement au Niger, et qui en font usage localement, à quelque titre que ce soit, sauf à se prévaloir de l'exonération prévue à l'alinéa premier ci-dessus ;

- les véhicules sous le régime de l'admission temporaire spéciale immatriculés dans la série "TT";

- les véhicules en immatriculation temporaire "IT" à l'exception de ceux appartenant aux missions diplomatiques.

Art. 12.- A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001, il est créé au chapitre premier du code de recouvrement, une section I bis intitulée "Dispositions communes aux impôts, taxes, redevances" institués par le Régime fiscal et domanial de la République du Niger, rédigée comme suit :

Art 1<sup>er</sup>. - Le recouvrement des impôts, taxes, redevances institués par le régime fiscal et domanial de la République du Niger, jusque là assuré par les comptables du trésor, est transféré en totalité aux seuls comptables de la direction générale des impôts.

Toutefois et sans préjudice des dispositions de l'alinéa ci-dessus, un comptable du trésor ou un comptable de la direction générale des impôts peut en exécution de contraintes ou commissions extérieures recevoir des paiements et entreprendre des poursuites pour le compte d'un autre comptable du Trésor ou de la direction générale des impôts.

Art 2 : - Nonobstant les dispositions de l'art 1<sup>er</sup> ci-dessus, les comptables du trésor continueront à assurer pendant une période transitoire, le recouvrement de tous impôts, taxes, redevances y compris les restes à recouvrer ayant fait l'objet de prises en charge antérieures par leurs soins.

Art. 13.- A compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2001, il est créé une section I ter au chapitre premier du Code de recouvrement rédigé comme suit :

Article 1<sup>er</sup> : Les modalités de recouvrement de certains impôts et taxes sont fixées ainsi qu'il suit :

L'impôt cédulaire sur les bénéfices industriels et commerciaux IC/BIC et l'impôt cédulaire sur les bénéfices non commerciaux IC/BNC sont acquittés à la caisse du comptable de la direction générale des impôts en deux acomptes provisionnels et un solde.

Les acomptes provisionnels sont fixés à 60% du montant de l'impôt cédulaire ou de l'impôt minimum forfaitaire selon le cas, acquitté au titre de l'exercice précédent.

Les versements doivent intervenir à parts égales respectivement avant le 1<sup>er</sup> août pour le premier acompte et avant le 1<sup>er</sup> novembre pour le second. S'il y a lieu, le solde est acquitté selon les dispositions de l'article ci-après :

Article 2 : Sont acquittés spontanément par déclaration spéciale ou bordereau avis sans avertissement préalable à la caisse du comptable de la direction générale des impôts, et dans les délais impartis pour le dépôt de la déclaration annuelle les impôts et taxes ci-après :

- le solde de l'impôt cédulaire sur les bénéfices industriels et commerciaux IC/BIC ;

- le solde de l'impôt cédulaire sur les bénéfices non commerciaux /IC/BNC ;

- l'impôt du minimum forfaitaire/IMF ;

- la taxe sur certains frais généraux/TCFGE ;

- la taxe d'apprentissage.

Article 3 : Tous les paiements effectués dans les conditions prévues aux articles ci-dessus feront l'objet de rôles de régularisation.

Article 4 : Sont abrogés toutes dispositions antérieures en ce qu'elles sont contraires aux présentes prescriptions.

Art. 14.- A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001, les articles 462 a), 468 septièmement et 468 huitièmement du chapitre IX du livre II du Régime fiscal et domanial sont modifiés ainsi qu'il suit :

Article 462 a) (nouveau) : - Un timbre de 10.000 F est perçu pour toute demande pour l'obtention d'un permis de conduire pour une ou plusieurs catégories.

Article 468 septièmement (nouveau) : Il est apposé un timbre fiscal de 25.000 F sur les attestations délivrées par le directeur général des impôts, en matière de dispense de retenue BIC et TVA.

Il est apposé un timbre fiscal de 7.000 F sur l'original des attestations de situation fiscale.

Article 468 huitièmement (nouveau) : L'accomplissement de certains actes et formalités relatifs aux marchés publics de toute nature donne lieu à l'apposition d'un timbre fiscal de 25.000 F sur :

- l'original de marché ;

- l'original des procès-verbaux de réception définitive.

Article 468 neuvièmement (création) : Il est apposé un timbre fiscal de 25.000 F sur toute attestation d'exonération délivrée au titre de la contribution des patentes au profit des détenteurs de véhicules remplissant les conditions d'une telle exonération.

Art. 15.- A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001, les articles 3, 5 et 7 du Livre VIII du Régime fiscal et domanial de la République du Niger sont modifiés ainsi qu'il suit :

Article 3 (nouveau) : Les véhicules sont classés en catégories définies ci-après :

- 1<sup>ère</sup> catégorie : les motocyclettes jusqu'à 250cc de cylindrée ;

- 2<sup>o</sup> catégorie : les motocyclettes de plus de 250cc et les véhicules de tourisme ;

- 3<sup>o</sup> catégorie : les camionnettes, les pick-up, les véhicules tout terrain et les mini bus ;

- 4<sup>o</sup> catégorie: les camions à deux essieux et les bus ;

- 5<sup>o</sup> catégorie: les camions à trois essieux et les ensembles articulés.

Article 5 (nouveau) : La taxe est perçue sur des tronçons variant entre 0 et 150 km environ suivant le tarif ci-après :

**A/ Routes bitumées**

|                                | Distance inférieure à 60 km | Egale à 60 km et inférieure à 100 km | Egale à 100 km et inférieure à 150 km |
|--------------------------------|-----------------------------|--------------------------------------|---------------------------------------|
| Véhicule de 2 <sup>e</sup> cat | 75 F                        | 125 F                                | 250 F                                 |
| Véhicule de 3 <sup>e</sup> cat | 100 F                       | 175 F                                | 400 F                                 |
| Véhicule de 4 <sup>e</sup> cat | 200 F                       | 375 F                                | 750 F                                 |
| Véhicule de 5 <sup>e</sup> cat | 300 F                       | 525 F                                | 1250 F                                |

**B/ Routes latéritiques**

|                                | Distance inférieure à 60 km | Egale à 60 km et inférieure à 100 km | Egale à 100 km et inférieure à 150 km |
|--------------------------------|-----------------------------|--------------------------------------|---------------------------------------|
| Véhicule de 2 <sup>e</sup> cat | 50 F                        | 75 F                                 | 150 F                                 |
| Véhicule de 3 <sup>e</sup> cat | 75 F                        | 125 F                                | 250 F                                 |
| Véhicule de 4 <sup>e</sup> cat | 150 F                       | 250 F                                | 500 F                                 |
| Véhicule de 5 <sup>e</sup> cat | 200 F                       | 350 F                                | 800 F                                 |

*Article 7 (nouveau) :* Les modalités d'application et de gestion de la présente taxe seront fixées par voie réglementaire.

Art. 16.- A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001, le point 2) de l'article 731 du chapitre 1<sup>er</sup>, livre VI du Régime fiscal et domanial de la République du Niger, est modifié ainsi qu'il suit :

2) (nouveau) : - Pour l'octroi de la concession définitive :

- Immatriculation :

\* Pour les zones industrielles et commerciales, 3% sur la somme du prix du terrain et de la mise en valeur réalisée sur ledit terrain.

\* Pour les zones d'habitat, 2% sur la somme du prix du terrain et de la mise en valeur réalisée sur ledit terrain.

- Mutation du titre de propriété : 1% sur le prix du terrain concédé

Il est dû à l'occasion de cette formalité un droit en sus de 2000 F.

Art. 17.- A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001, les dispositions dérogatoires du livre VI du Régime fiscal et domanial sont ainsi modifiées :

*Article 1<sup>er</sup> :* Les formalités de l'enregistrement et de la publicité foncière sont fusionnées pour les actes portant sur des transactions immobilières. La nouvelle formalité prend le nom de "formalité fusionnée".

1) Sont soumis obligatoirement à la formalité fusionnée tous les actes antérieurement soumis d'office à la formalité de l'enregistrement : tel est le cas des actes même assortis d'une condition suspensive portant transmission à titre onéreux des droits réels immobiliers (vente, échange, apport en société, etc...).

Sont soumis facultativement à la formalité fusionnée, les actes soumis facultativement à publicité foncière.

2) La formalité fusionnée est accomplie à la conservation foncière dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de l'acte. Ce délai est de un (1) mois pour les actes soumis facultativement.

3) Les droits d'enregistrement, de timbres et les taxes topographiques relatifs à la formalité fusionnée sont liquidés et perçus à la conservation foncière.

Article 2: Les droits d'enregistrement et de timbres relatifs à la formalité fusionnée sont fixés ainsi qu'il suit :

|                              |   |           |
|------------------------------|---|-----------|
| - Jusqu'à 5.000.000          | : | 200.000   |
| - de 5.001.000 à 10.000.000  | : | 350.000   |
| - de 10.001.000 à 20.000.000 | : | 600.000   |
| - de 20.001.000 à 30.000.000 | : | 1.000.000 |
| - au delà de 30.000.000      | : | 1.500.000 |

1) Seules les personnes physiques pourront prétendre au bénéfice de ce tarif.

Les personnes morales continuent de payer le tarif normal.

2) Les actes concernés sont :

- les actes translatifs de propriété des immeubles bâtis ;
- les autres actes relatifs à la publicité foncière et hypothécaire.

Sont exclus, les actes de cession des immeubles non bâtis établis par l'Etat, les collectivités territoriales et assimilés, et ceux passés entre particuliers.

3) Les droits de publicité foncière dus pour la constitution d'un titre foncier sont réduits de moitié. De même pour l'attribution des concessions définitives, les droits dus, y compris les taxes topographiques sont réduits de moitié.

Article 3 : Pour les actes de cession des immeubles non bâtis, les dispositions de l'article 292 du Livre I Chapitre XI du Code de l'Enregistrement restent en vigueur.

Art. 18.- A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001, il est créé un livre X au Régime fiscal et domanial de la République du Niger instituant au profit du budget de l'Etat, un impôt spécial sur les plus-values de cession immobilière.

*Article 1<sup>er</sup> :* - Champ d'application

L'impôt spécial sur les plus-values de cession immobilière est dû sur les plus-values réalisées :

- à l'occasion d'une cession à titre onéreux d'immeuble bâti ou non bâti;

- à l'occasion d'une expropriation d'immeuble bâti ou non bâti ;

*Article 2 :* - Personnes imposables

S'il s'agit d'une cession à titre onéreux, la personne passible de l'impôt est le cédant nonobstant toute stipulation contraire. Toutefois, en cas de dissimulation, minoration de prix, les complices (cessionnaire, notaire, intermédiaire, courtier) seront solidairement tenus du paiement des droits compromis au titre de l'impôt et des pénalités encourues.

S'il s'agit d'une expropriation, la personne passible de l'impôt est celle au détriment de laquelle l'expropriation est intervenue, qui a touché l'indemnité d'expropriation.

*Article 3 :* - Modalités de détermination de l'assiette de l'impôt

L'assiette de l'impôt est constituée par la différence entre :

- le prix de cession ou l'indemnité d'expropriation ;

- et le prix d'acquisition par le cédant ou la valeur vénale du bien au jour de la mutation à titre gratuit.

Le prix d'acquisition est majoré :

- des frais afférents à l'acquisition à titre onéreux que le cédant peut fixer forfaitairement à 10% ;

- le cas échéant, des dépenses de construction, de reconstruction, d'agrandissement, de rénovation ou d'amélioration réalisées depuis l'acquisition lorsqu'elles ne présentent pas le caractère de dépenses locatives.

Lorsque le contribuable n'est pas en état d'apporter la justification des dépenses ci-dessus mentionnées, elles seront déterminées soit par voie d'expert, soit forfaitairement fixées à 15% du prix d'acquisition.

*Article 4 :* - Le taux de l'impôt est fixé à 15%.

L'impôt est payé auprès du comptable de la direction générale des impôts, concomitamment à l'accomplissement de la formalité d'enregistrement.

*Article 5 :* - Sanctions

Les sanctions applicables en cas de manquements aux règles régissant l'impôt spécial sont celles en vigueur en matière d'impôt direct.

*Article 6 :* - Lorsqu'il est apparu des dissimulations ou minorations de prix, le directeur général des impôts exerce de plein droit, son droit de préemption au profit de l'Etat. Le remboursement opéré dans ces conditions porte sur le prix ou l'indemnité stipulé sur l'acte présenté à la formalité.

*Article 7 :* - Pour l'exercice du droit de préemption, il est prélevé 20% de l'impôt spécial sur les plus-values immobilières. Un arrêté du ministre chargé des finances précisera les modalités de gestion dudit fonds.

*Article 8 :* - Les dépenses imputables à cet effet sont :

- les remboursements occasionnés par l'exercice du droit de préemption ;

- les autres frais et charges occasionnés par la mise en œuvre de la

procédure en matière de droit de préemption.

Art. 19.- A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001, l'article 4 du Titre II de l'ordonnance n°99-50 du 22 novembre 1999, portant fixation des tarifs d'aliénation et d'occupation des terres domaniales de la République du Niger est modifié ainsi qu'il suit :

*Article 4 (nouveau) :* - La redevance annuelle applicable aux occupations du domaine public à usage commercial est fixée à 5.000 F le m<sup>2</sup>.

Art. 20.- A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001, tous les actes constatant des cessions d'immeubles de toute nature, sont soumis au contre-seing du receveur compétent de la direction générale des impôts.

Avant toute remise d'acte, le comptable s'assure que les droits correspondant aux différentes formalités notamment l'enregistrement, que requiert l'établissement de tels actes ont été dûment acquittés.

En cas de manquement à l'obligation ci-dessus, les auteurs et leurs complices seront sanctionnés conformément aux textes réprimant la fraude en matière fiscale.

Art. 21.- A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001, il est institué des mesures de lutte contre la corruption des agents publics.

1- Aucune autorité publique, ni le service, ni ses préposés ne peuvent accorder de remises d'impôts, droits, taxes et redevances de toute nature dont la gestion et le recouvrement incombent aux administrations publiques, fiscales et douanières, ni en suspendre ou faire suspendre le recouvrement, sauf disposition expresse de la loi, sans en devenir personnellement responsables.

2 - Les dispositions stipulées à l'alinéa premier ci-dessus s'appliquent également dans les cas énumérés ci-après :

- minoration de l'assiette ;

- minoration de la valeur ;

- minoration de taux et tarifs ;

- dégrèvement sans base légale ;

- faux en matière de tenue de quittancier ;

- usage frauduleux de documents servant de supports dans la gestion des impôts, droits, taxes, redevances de toute nature à l'usage exclusif des administrations publiques ;

- la délivrance de fausses attestations, quittances ou reçus ;

- les manquements de toute nature dans les procédures d'attribution de marchés publics ;

- les surévaluations de marchés publics ;

- les surfacturations à l'Etat et ses démembrements.

3 - Sans préjudice des dispositions en matières pénale et disciplinaire existantes, l'auteur, les complices, les bénéficiaires des actes délictueux énumérés ci-dessus à l'alinéa 2, encourrent les sanctions ci-après :

- le déplacement d'office s'il s'agit des fonctionnaires ;

- le remboursement des sommes compromises au détriment du trésor public.

Les auteurs et leurs complices y seront solidairement responsables.

Art. 22.- A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001, il est créé un article 352 ter au Titre VII du Régime fiscal et domanial de la République du Niger rédigé ainsi qu'il suit :

*Article 352 ter (Création) :* En matière de bénéfices non commerciaux, les manquements à l'obligation de faire parapher par les services fiscaux de la direction générale des impôts, les documents comptables et fiscaux prévus à l'alinéa 2 de l'article 24 du titre I section II, donne lieu à une amende fiscale de 300 000 F par document non paraphé.

Art. 23.- A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001, les opérations d'importation de marchandises à des fins commerciales doivent être domiciliées auprès d'une banque habilitée en qualité d'intermédiaire agréé. Toutefois, certaines opérations limitativement énumérées par voie réglementaire sont dispensées de cette obligation.

Art. 24.- Les manquements aux prescriptions prévues à l'article précédent seront sanctionnés conformément à la réglementation en vigueur en matière de relations financières avec l'étranger.

## TITRE II - DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESOURCES

Art. 25.- Sous réserve des dispositions de la présente loi, continueront d'être opérés pendant l'année budgétaire 2001, conformément aux dispositions législatives en vigueur :

1°) La perception des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat ;

2°) La perception des impôts, produits et revenus affectés aux collectivités, aux établissements et organismes publics dûment habilités.

Art. 26.- Le trésor public est autorisé à recourir aux avances de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

**TITRE III - MESURES D'ORDRE FINANCIER**

Art. 27.- Les obligations de l'Etat vis-à-vis des fournisseurs de l'Administration ne peuvent être contractées que par les autorités habilitées à le faire, en vertu des lois et règlements ou par les agents de l'Etat ayant reçu délégation de ces autorités et lorsque les crédits nécessaires à l'exécution financière de ces obligations sont inscrits au budget et ont fait l'objet d'un engagement comptable dans les formes réglementaires prévues par le décret n° 93-45 portant règlement général de la comptabilité publique.

Toute prestation effectuée en dehors de ces formes réglementaires quelle que soit la qualité de la personne qui a effectué la commande sera réputée être un acte d'ordre privé, intervenu entre celle-ci et le fournisseur. Aucun recours auprès de l'administration ne sera recevable dans ce cas.

Art. 28.- Le Président de la République est autorisé à contracter, au nom de l'Etat, les emprunts prévus par la Loi de finances et ceux destinés au financement des projets inscrits dans le programme des investissements de l'Etat.

Art. 29.- La dette publique de l'Etat demeure à la charge du budget général.

Art. 30.- Dans le cadre de la gestion de la dette intérieure et de l'exécution de ses opérations de trésorerie, l'Etat pourra recourir à la titrisation et à l'emprunt public par émission de «Bons de trésor».

Les conditions d'émission de ces valeurs seront précisées par voie réglementaire.

Art. 31.- Les montants, des impôts, taxes et pénalités y relatives, recouverts par compensation, sont exclus de la base de calcul des remises accordées aux agents de la direction générale des impôts, de la trésorerie générale et de l'administration centrale du ministère chargé des finances.

La présente disposition s'applique également aux calculs des remises accordées aux membres des commissions ou comités, créés par l'Etat en vue du recouvrement de deniers publics ou de la récupération de biens de l'Etat ou de ses démembrements.

Art. 32.- A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001, il sera procédé à un prélèvement en sus, sur les recouvrements effectués par le contentieux de l'Etat d'une pénalité, de 5 % au profit de ce service .

Art. 33.- A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001, les remises accordées au personnel des formations sanitaires publiques sur les sommes encaissées auprès des clients en contrepartie des examens et soins, sont limitées à un maximum de 5 % des montants recouverts.

Art. 34.- A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001, le versement de toute subvention à un établissement public est subordonnée à l'adoption, par son conseil d'administration, de son budget et à l'approbation de celui-ci par le ministre chargé des finances.

Art. 35.- A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001, il est institué un cadre de collaboration fonctionnelle entre l'administration fiscale et les collectivités territoriales selon les modalités spécifiées ci-après :

1 - Les collectivités territoriales sont tenues d'apporter assistance et appui aux services fiscaux dans le cadre de leurs opérations d'assiette et de recouvrement des impôts et taxes au profit desdites entités.

2 - Cette obligation se traduira pour chaque collectivité, par une assistance aux opérations de recensement et de recouvrement et, s'il y a lieu, aux autres tâches telles que la sensibilisation des contribuables.

3 - Un arrêté conjoint du ministre chargé des finances et du ministre chargé de l'administration territoriale précisera les modalités pratiques de mise en œuvre des dispositions prévues aux articles 1 et 2 ci-dessus.

**TITRE IV - EVALUATION DES RESSOURCES DU BUDGET GENERAL**

Art. 36.- Les ressources du budget général de l'Etat pour l'année budgétaire 2001 sont évaluées à **deux cent douze milliards six cent vingt cinq millions quatre cent soixante un mille (212.625.461.000) F.CFA.** Elles se répartissent conformément au tableau ci-après (en milliers de F. CFA) :

**ANNEXE I : DETAIL DE PREVISION DES RECETTES 2001 (en milliers de francs CFA)**

| Section   | Libellé                                 | Mont2001 CF        |
|---|---|--------------------|
| <b>Titre 1 Recettes Fiscales</b>                      |   |                    |
| <i>Section 10 Impôts directs</i>                      |   |                    |
| 10 1  | Impôts sur les revenus                  | 17 815 000         |
| 10 2  | Impôts forfaitaires sur les revenus     | 0                  |
| 10 3  | Contributions foncières et immobilières | 1 800 000          |
| 10 4  | Contributions des patentes et licences  | 1 500 000          |
| 10 5  | Taxes diverses perçues sur rôles        | 952 000            |
| <i>Total section 10</i>                               |   | <i>22 067 000</i>  |
| <i>Section 11 Taxes indirectes</i>                    |   |                    |
| 11 0  | Taxes de consommation interne           | 0                  |
| 11 1  | Taxe sur le chiffre d'affaires          | 14 500 000         |
| 11 2  | Taxes spécifiques                       | 10 100 000         |
| <i>Total Section 11</i>                               |   | <i>24 600 000</i>  |
| <i>Section 12 Droits perçus en douane</i>             |   |                    |
| 12 0  | Droits de douane                        | 17 200 000         |
| 12 1  | Droits fiscaux à l'importation          | 6 220 000          |
| 12 2  | Droits fiscaux à l'exportation          | 10 600 000         |
| 12 3  | Taxe forfaitaire représentative         | 20 700 000         |
| 12 4  | fiscalité pétrolière                    | 12 730 650         |
| <i>Total Section 12</i>                               |   | <i>67 450 650</i>  |
| <i>Section 13 Enregistrements et taxes assimilées</i> |   |                    |
| 13 0  | Enregistrements et travaux assimilés    | 3 170 000          |
| 13 1  | Timbres                                 | 1 500 000          |
| 13 2  | Taxes assimilées                        | 2 820 000          |
| <i>Total Section 13</i>                               |   | <i>7 490 000</i>   |
| <i>Section 14 Taxes diverses</i>                      |   |                    |
| 14 1  | Taxes pour services rendus              | 35 100             |
| <i>Total Section 14</i>                               |   | <i>35 100</i>      |
| <b>Total Titre 1</b>                                  |   | <b>121 642 750</b> |

|  |                                |                  |
|--|--------------------------------|------------------|
| <b>Titre 2 Produits divers</b>               |                                |                  |
| <i>Section 20 Revenus du domaine</i>         |                                |                  |
| 20 0   | Domaine immobilier             | 300 000          |
| 20 1   | Domaine forestier              | 205 000          |
| 20 2   | Domaine minier                 | 150 000          |
| 20 3   | Domaine mobilier               | 50 000           |
| 20 4   | Revenus des valeurs            | 0                |
| <i>Total section 20</i>                      |                                | <i>705 000</i>   |
| <i>Section 21 Prestation amendes prélev.</i> |                                |                  |
| 21 1   | Cession des services           | 56 511           |
| 21 2   | Amendes et pénalités           | 1 199 700        |
| 21 3   | Retenue et prélèvements divers | 68 500           |
| 21 4   | Remboursements                 | 0                |
| 21 5   | Recettes diverses              | 10 000           |
| <i>Total Section 21</i>                      |                                | <i>1 334 711</i> |
| <i>Section 22 Ressources affectées</i>       |                                |                  |
| 22 1   | Recettes compensées            | 0                |
| <i>Total Section 22</i>                      |                                | <i>0</i>         |
| <b>Total Titre 2</b>                         |                                | <b>2 039 711</b> |

|   |                                       |                    |
|---|---------------------------------------|--------------------|
| <b>Titre 3 Ressources exceptionnelles</b>             |                                       |                    |
| <i>Section 30 Ressources patrimoniales</i>            |                                       |                    |
| 30 0  | Fonds de réserve                      | 0                  |
| 30 2  | Dons et legs                          | 0                  |
| 30 3  | Aliénation du domaine immobilier      | 150 000            |
| <i>Total Section 30</i>                               |                                       | <i>150 000</i>     |
| <i>Section 31 Ressources d'emprunt</i>                |                                       |                    |
| 31 0  | Emprunts                              | 45 000 000         |
| 31 1  | Avances                               | 0                  |
| <i>Total Section 31</i>                               |                                       | <i>45 000 000</i>  |
| <i>Section 32 Contribution et ressources diverses</i> |                                       |                    |
| 32 0  | Contribution des collect./Ets publics | 0                  |
| 32 1  | Fonds de concours                     | 2 920 000          |
| 32 2  | Ressources exceptionnelles            | 40 873 000         |
| <i>Total Section 32</i>                               |                                       | <i>43 793 000</i>  |
| <b>Total Titre 3</b>                                  |                                       | <b>88 943 000</b>  |
| <b>Total général</b>                                  |                                       | <b>212 625 461</b> |

La répartition des recettes par nature fait l'objet du tableau détaillé des prévisions de recettes annexé à la présente loi (annexe I).

#### TITRE V - EVALUATION DES CHARGES DU BUDGET GÉNÉRAL

Art. 37.- le plafond des crédits ouverts au budget général 2001 s'élève à **deux cent douze milliards six cent vingt cinq millions quatre cent soixante un mille (212.625.461.000) f CFA.**

*Ce plafond s'applique :*

- A la dette publique (Titre I), pour 68.879.000.000 f
  - Aux pouvoirs publics (Titre II), pour 4.498.539.000 f
  - Aux moyens de services (Titre III), pour 91.050.627.000 f
  - Aux interventions publiques (Titre IV), pour 48.197.655.000 f
- Conformément à la répartition ci-après :

#### ANNEXE II : DÉTAIL DES PRÉVISIONS DE DÉPENSES 2001 (en milliers de f CFA)

| <i>Section</i>   | <i>Nomenclature</i>      | <i>Mont2001CF</i> |
|--|--------------------------|-------------------|
| <b>Titre 1 Dette publique</b>                          |                          |                   |
| <i>147 Dette publique</i>                              |                          |                   |
| 147 - 1  | Dette extérieure         | 21 846 000        |
| 147 - 2  | Dette intérieure         | 47 033 000        |
| 147 - 3  | Dépenses gestions closes | 0                 |
| <i>Total 147 Dette publique</i>                        |                          | <i>68 879 000</i> |
| <b>Total titre 1 Dette publique</b>                    |                          | <b>68 879 000</b> |
| <b>Titre 2 Pouvoirs publics</b>                        |                          |                   |
| <i>200 Cour suprême</i>                                |                          |                   |
| 200 - 1  | Personnel                | 56 804            |
| 200 - 2  | Matériel                 | 50 669            |
| 200 - 3  | Transport                | 22 660            |
| 200 - 4  | Logement                 | 3 350             |
| <i>Total 200 Cour suprême</i>                          |                          | <i>133 483</i>    |
| <i>201 Assemblée nationale</i>                         |                          |                   |
| 201 - 1  | Personnel                | 77 748            |
| 201 - 2  | Matériel                 | 2 300 215         |
| 201 - 3  | Transport                | 753 834           |
| 201 - 4  | Logement                 | 33 000            |
| <i>Total 201 Assemblée nationale</i>                   |                          | <i>3 164 797</i>  |
| <i>202 Conseil supérieur de la communication</i>       |                          |                   |
| 202 - 1  | Personnel                | 25 000            |
| 202 - 2  | Matériel                 | 57 933            |
| 202 - 3  | Transport                | 10 815            |
| 202 - 4  | Logement                 | 1 870             |
| <i>Total 202 Conseil supérieur de la communication</i> |                          | <i>95 618</i>     |
| <i>203 Cabinet du Premier ministre</i>                 |                          |                   |
| 203 - 2  | Matériel                 | 6 888             |
| 203 - 4  | Logement                 | 28 000            |
| <i>Total 203 Cabinet du Premier ministre</i>           |                          | <i>34 888</i>     |
| <i>204 Grande chancellerie</i>                         |                          |                   |
| 204 - 2  | Matériel                 | 8 366             |
| 204 - 3  | Transport                | 7 107             |
| 204 - 4  | Logement                 | 1 800             |
| <i>Total 204 Grande chancellerie</i>                   |                          | <i>17 273</i>     |
| <i>205 Présidence de la République</i>                 |                          |                   |
| 205 - 2  | Matériel                 | 127 897           |
| 205 - 3  | Transport                | 82 503            |
| 205 - 4  | Logement                 | 36 000            |
| <i>Total 205 Présidence de la République</i>           |                          | <i>246 400</i>    |

|         |  |                  |         |  |                   |
|---------|--|------------------|---------|--|-------------------|
| 207     | <i>Cour constitutionnelle</i>  |                  | 312     | <i>Affaires étrangères</i>                       |                   |
| 207 - 1 | Personnel  | 0                | 312 - 1 | Personnel  | 986 170           |
| 207 - 2 | Matériel   | 41 000           | 312 - 2 | Matériel   | 1 111 675         |
| 207 - 3 | Transports   | 21 000           | 312 - 3 | Transport  | 413 318           |
| 207 - 4 | Logement   | 3 000            | 312 - 4 | Logement   | 356 000           |
|         | <i>Total 207 Cour constitutionnelle</i>                                      | <i>65 000</i>    |         | <i>Total 312 Affaires étrangères</i>             | <i>2 867 163</i>  |
| 210     | <i>Commission nat. droits de l'Homme et libertés fondamentales</i>           |                  | 313     | <i>Plan</i>                                      |                   |
| 210 - 1 | Personnel  | 30 980           | 313 - 1 | Personnel  | 626 757           |
| 210 - 2 | Matériel   | 22 100           | 313 - 2 | Matériel   | 261 515           |
| 210 - 3 | Transports   | 18 000           | 313 - 3 | Transport  | 132 642           |
|         | <i>Total 210 Commission nat. droits de l'Homme et libertés fondamentales</i> | <i>71 080</i>    |         | <i>Total 313 Plan</i>                            | <i>1 020 914</i>  |
| 290     | <i>Charges communes</i>  |                  | 315     | <i>Défense nationale</i>                         |                   |
| 290 - 1 | Personnel  | 250 000          | 315 - 1 | Personnel  | 7 979 549         |
| 290 - 2 | Matériel   | 420 000          | 315 - 2 | Matériel   | 2 783 056         |
| 290 - 4 | Logement   | 0                | 315 - 3 | Transport  | 2 161 249         |
|         | <i>Total 290 Charges communes</i>  | <i>670 000</i>   | 315 - 4 | Logement   | 48 100            |
|         | <b>Total titre 2 Pouvoirs publics</b>  | <b>4 498 539</b> |         | <i>Total 315 Défense nationale</i>               | <i>12 971 954</i> |
|         | <b>Titre 3 Moyens de service</b>   |                  | 317     | <i>Justice</i>                                   |                   |
| 303     | <i>Cabinet Premier ministre</i>  |                  | 317 - 1 | Personnel  | 588 982           |
| 303 - 1 | Personnel  | 136 803          | 317 - 2 | Matériel   | 1 226 152         |
| 303 - 2 | Matériel   | 1 436 644        | 317 - 3 | Transport  | 112 080           |
| 303 - 3 | Transport  | 348 618          |         | <i>Total 317 Justice</i>                         | <i>1 927 214</i>  |
|         | <i>Total 303 Cabinet Premier ministre</i>                                    | <i>1 922 065</i> | 325     | <i>Intérieur et aménag. territoire</i>           |                   |
| 305     | <i>Présidence de la République</i>   |                  | 325 - 1 | Personnel  | 3 992 600         |
| 305 - 1 | Personnel  | 263 470          | 325 - 2 | Matériel   | 1 250 706         |
| 305 - 2 | Matériel   | 1 481 320        | 325 - 3 | Transport  | 610 409           |
| 305 - 3 | Transport  | 489 308          | 325 - 4 | Logement   | 7 300             |
| 305 - 4 | Logement   | 0                |         | <i>Total 325 Intérieur et aménag. territoire</i> | <i>5 861 015</i>  |
|         | <i>Total 305 Présidence de la République</i>                                 | <i>2 234 098</i> | 341     | <i>Travail et modernisation adm.</i>             |                   |
| 306     | <i>Enseignement supérieur</i>  |                  | 341 - 1 | Personnel  | 303 327           |
| 306 - 1 | Personnel  | 79 904           | 341 - 2 | Matériel   | 244 416           |
| 306 - 2 | Matériel   | 50 904           | 341 - 3 | Transport  | 45 114            |
| 306 - 3 | Transport  | 33 990           |         | <i>Total 341 Travail et modernisation adm.</i>   | <i>592 857</i>    |
| 306 - 4 | Logement   | 10 600           | 347     | <i>Finances</i>                                  |                   |
|         | <i>Total 306 Enseignement supérieur</i>                                      | <i>175 398</i>   | 347 - 1 | Personnel  | 1 948 094         |
| 308     | <i>Communication</i>   |                  | 347 - 2 | Matériel   | 1 966 612         |
| 308 - 1 | Personnel  | 27 608           | 347 - 3 | Transport  | 1 156 805         |
| 308 - 2 | Matériel   | 31 374           | 347 - 4 | Logement   | 0                 |
| 308 - 3 | Transport  | 18 931           |         | <i>Total 347 Finances</i>                        | <i>5 071 511</i>  |
|         | <i>Total 308 Communication</i>   | <i>77 913</i>    | 351     | <i>Tourisme et artisanat</i>                     |                   |
| 309     | <i>Jeunesse sport et culture</i>   |                  | 351 - 1 | Personnel  | 12 569            |
| 309 - 1 | Personnel  | 691 177          | 351 - 2 | Matériel   | 45 109            |
| 309 - 2 | Matériel   | 94 638           | 351 - 3 | Transport  | 41 921            |
| 309 - 3 | Transport  | 68 598           | 351 - 4 | Logement   | 700               |
|         | <i>Total 309 Jeunesse sport et culture</i>                                   | <i>854 413</i>   |         | <i>Total 351 Tourisme et artisanat</i>           | <i>100 299</i>    |

|        |  |                   |  |  |                   |
|--------|--|-------------------|--|--|-------------------|
| 352    | <i>Commerce et industrie</i>                   |                   | 364                                    | <i>Santé publique</i>                      |                   |
| 352 -1 | Personnel                                      | 167 660           | 364 -1                                 | Personnel                                  | 4 548 457         |
| 352 -2 | Matériel                                       | 129 432           | 364 -2                                 | Matériel                                   | 6 422 625         |
| 352 -3 | Transport                                      | 48 135            | 364 -3                                 | Transport                                  | 1 331 327         |
| 352 -4 | Logement                                       | 0                 |  | <i>Total 364 Santé publique</i>            | <i>12 302 409</i> |
|        | <i>Total 352 Commerce et industrie</i>         | <i>345 227</i>    | 365                                    | <i>Développement social</i>                |                   |
| 354    | <i>Développement rural</i>                     |                   | 365 -1                                 | Personnel                                  | 287 313           |
| 354 -1 | Personnel                                      | 1 315 475         | 365 -2                                 | Matériel                                   | 67 219            |
| 354 -2 | Matériel                                       | 1 505 075         | 365 -3                                 | Transport                                  | 46 210            |
| 354 -3 | Transport                                      | 97 310            |  | <i>Total 365 Développement social</i>      | <i>400 742</i>    |
|        | <i>Total 354 Développement rural</i>           | <i>2 917 860</i>  | 366                                    | <i>Privatisation</i>                       |                   |
| 355    | <i>Ressources animales</i>                     |                   | 366 -1                                 | Personnel                                  | 7 182             |
| 355 -1 | Personnel                                      | 657 738           | 366 -2                                 | Matériel                                   | 49 770            |
| 355 -2 | Matériel                                       | 156 970           | 366 -3                                 | Transport                                  | 24 102            |
| 355 -3 | Transport                                      | 71 390            |  | <i>Total 366 Privatisation</i>             | <i>81 054</i>     |
|        | <i>Total 355 Ressources animales</i>           | <i>886 098</i>    | 367                                    | <i>Promotion des P/ME</i>                  |                   |
| 358    | <i>Equipement et infrastructures</i>           |                   | 367 -1                                 | Personnel                                  | 5 258             |
| 358 -1 | Personnel                                      | 837 141           | 367 -2                                 | Matériel                                   | 31 781            |
| 358 -2 | Matériel                                       | 106 167           | 367 -3                                 | Transport                                  | 26 102            |
| 358 -3 | Transport                                      | 43 364            |  | <i>Total 367 promotion des P/ME</i>        | <i>63 141</i>     |
| 358 -4 | Logement                                       | 0                 | 390                                    | <i>Charges communes</i>                    |                   |
|        | <i>Total 358 Equipement et infrastructures</i> | <i>986 672</i>    | 390 -1                                 | Personnel                                  | 2 599 716         |
| 359    | <i>Mines et énergie</i>                        |                   | 390 -2                                 | Matériel                                   | 3 573 049         |
| 359 -1 | Personnel                                      | 221 158           | 390 -3                                 | Transport                                  | 600 197           |
| 359 -2 | Matériel                                       | 70 677            | 390 -4                                 | Logement                                   | 473 700           |
| 359 -3 | Transport                                      | 34 364            |  | <i>Total 390 Charges communes</i>          | <i>7 246 662</i>  |
|        | <i>Total 359 Mines et énergie</i>              | <i>326 199</i>    | <b>Total Titre 3 Moyens de service</b> | <b>91 050 267</b>                          |                   |
| 360    | <i>Environnement et L/CD</i>                   |                   | <b>Titre 4 Interventions publiques</b> |  |                   |
| 360 -1 | Personnel                                      | 622 439           | 401                                    | <i>Assemblée nationale</i>                 |                   |
| 360 -2 | Matériel                                       | 145 246           | 401 -1                                 | Actions internationales                    | 220 000           |
| 360 -3 | Transport                                      | 75 706            |  | <i>Total 401 Assemblée nationale</i>       | <i>220 000</i>    |
|        | <i>Total 360 Environnement et L/CD</i>         | <i>843 391</i>    | 406                                    | <i>Enseignement supérieur</i>              |                   |
| 361    | <i>Education nationale</i>                     |                   | 406 -7                                 | Actions culturelles                        | 2 500 000         |
| 361 -1 | Personnel                                      | 19 557 817        |  | <i>Total 406 Enseignement supérieur</i>    | <i>2 500 000</i>  |
| 361 -2 | Matériel                                       | 7 896 031         | 408                                    | <i>Communication</i>                       |                   |
| 361 -3 | Transport                                      | 586 425           | 408 -6                                 | Interventions politiques                   | 629 700           |
| 361 -4 | Logement                                       | 4 000             | 408 -7                                 | Actions culturelles                        | 15 000            |
|        | <i>Total 361 Education nationale</i>           | <i>28 044 273</i> |  | <i>Total 408 Communication</i>             | <i>644 700</i>    |
| 362    | <i>Ressources en eaux</i>                      |                   | 409                                    | <i>Jeunesse sport et culture</i>           |                   |
| 362 -1 | Personnel                                      | 738 187           | 409 -7                                 | Actions jeunesse, sport, C/Comm.           | 124 754           |
| 362 -2 | Matériel                                       | 165 788           |  | <i>Total 409 Jeunesse sport et culture</i> | <i>124 754</i>    |
| 362 -3 | Transport                                      | 25 750            | 412                                    | <i>Affaires étrangères</i>                 |                   |
|        | <i>Total 362 Ressources en eaux</i>            | <i>929 725</i>    | 412 -1                                 | Actions internationales                    | 55 500            |
|        |  |                   |  | <i>Total 412 Affaires étrangères</i>       | <i>55 500</i>     |

|         |  |                   |
|---------|--|-------------------|
| 413     | <i>Plan</i>                                      |                   |
| 413 -3  | Interventions administratives                    | 20 000            |
|         | <i>Total 413 Plan</i>                            | <i>20 000</i>     |
| 417     | <i>Justice</i>                                   |                   |
| 417 -5  | Interventions publiques                          | 30 000            |
|         | <i>Total 417 Justice</i>                         | <i>30 000</i>     |
| 425     | <i>Intérieur et amenag. territoire</i>           |                   |
| 425 - 2 | Interventions politiques                         | 98 450            |
|         | <i>Total 425 Intérieur et amenag. territoire</i> | <i>98 450</i>     |
| 441     | <i>Travail et modernisation adm.</i>             |                   |
| 441 -1  | Actions internationales                          | 15 000            |
|         | <i>Total 441 Travail et modernisation adm.</i>   | <i>15 000</i>     |
| 447     | <i>Finances</i>                                  |                   |
| 447 -1  | Actions internationales                          | 500 000           |
| 447 -2  | Interventions politiques                         | 100 000           |
| 447 -3  | Interventions administratives                    | 5 000 000         |
| 447 -4  | Actions économiques                              | 842 308           |
| 447 -5  | Infrastructures                                  | 42 000            |
| 447 -6  | Investissements                                  | 24 758 143        |
| 447 -8  | Actions sociales                                 | 2 100 000         |
|         | <i>Total 447 Finances</i>                        | <i>33 342 451</i> |
| 451     | <i>Tourisme et artisanat</i>                     |                   |
| 451 -5  | Interventions politiques                         | 121 300           |
|         | <i>Total 451 Tourisme et artisanat</i>           | <i>121 300</i>    |
| 452     | <i>Commerce et industrie</i>                     |                   |
| 452 -4  | Actions économiques                              | 0                 |
| 452 -7  | Actions commerciales                             | 100 000           |
|         | <i>Total 452 Commerce et industrie</i>           | <i>100 000</i>    |
| 454     | <i>Développement rural</i>                       |                   |
| 454 -4  | Actions économiques                              | 549 700           |
|         | <i>Total 454 Développement rural</i>             | <i>549 700</i>    |
| 455     | <i>Ressources animales</i>                       |                   |
| 455 -4  | Aides productions animales                       | 400 000           |
|         | <i>Total 455 Ressources animales</i>             | <i>400 000</i>    |
| 458     | <i>Equipement et infrastructures</i>             |                   |
| 458 -5  | Infrastructures                                  | 4 723 040         |
|         | <i>Total 458 Equipement et infrastructures</i>   | <i>4 723 040</i>  |
| 459     | <i>Mines et énergie</i>                          |                   |
| 459 -5  | Interventions minières                           | 25 000            |
|         | <i>Total 459 Mines et énergie</i>                | <i>25 000</i>     |
| 460     | <i>Environnement et L/CD</i>                     |                   |
| 460 -5  | Infrastructures                                  | 554 900           |
|         | <i>Total 460 Environnement et L/CD</i>           | <i>554 900</i>    |

|        |  |                  |
|--------|--|------------------|
| 462    | <i>Ressources en eau</i>                               |                  |
| 462 -5 | Infrastructures  | 100 000          |
|        | <i>Total 462 Ressources en eau</i>                     | <i>100 000</i>   |
| 464    | <i>Santé publique</i>                                  |                  |
| 464 -1 | Actions internat°.                                     | 0                |
| 464 -3 | Subvent°.  | 3 881 560        |
| 464 -8 | Actions sociales                                       | 445 300          |
|        | <i>Total 464 Santé publique</i>                        | <i>4 326 860</i> |
| 465    | <i>Développement social</i>                            |                  |
| 465 -1 | Actions internat.                                      | 140 000          |
| 465 -8 | Actions sociales                                       | 6 000            |
|        | <i>Total 465 Développement social</i>                  | <i>146 000</i>   |
| 467    | <i>Promotion petites et moyennes entrep.</i>           |                  |
| 467 -4 | Actions économiques                                    | 100 000          |
|        | <i>Total 467 Promotion petites et moyennes entrep.</i> | <i>100 000</i>   |

**Total Titre 4 Interventions publiques 48 197 655**

**Total général 212 625 461**

La répartition des crédits par nature et par destination fait l'objet du tableau détaillé des prévisions de dépenses annexé à la présente loi (Annexe II).

#### TITRE VI - BUDGET D'INVESTISSEMENTS

Art. 38.- Les ressources du budget d'investissement sont arrêtées pour l'année budgétaire 2001 à **cent quatorze milliards quatre cent vingt deux millions sept cent soixante onze mille (114.422.771.000) F CFA** se décomposant comme suit :

| Chapitre  | Nomenclature                                 | Montant (en milliers de FCFA) |
|---|--|-------------------------------|
| <i>Section 41 – Recettes et produits d'affectation spéciale</i> |  |                               |
| 411   | Recettes budgétaires affectées               | 10 700 000                    |
| 412   | Produits divers                              | PM                            |
|   | <i>Total Section 41</i>                      | <i>10 700 000</i>             |
| <i>Section 42 - Ressources d'emprunts</i>                       |  |                               |
| 421   | Financement d'origine interne                | PM                            |
| 422   | Financement d'origine externe                | 45 188 646                    |
|   | <i>Total Section 42</i>                      | <i>45 188 646</i>             |
| <i>Section 43 Contributions et ressources</i>                   |  |                               |
| 431   | Contribution du budget général               | 13 038 913                    |
| 432   | Contribution extérieure et fonds de concours | 45 495 212                    |
| 433   | Autres ressources                            | PM                            |
|   | <i>Total Section 43</i>                      | <i>58 534 125</i>             |
| <b>Total général des Recettes</b>                               |  | <b>114 422 771</b>            |

Art. 39.- Pour la couverture des dépenses du budget d'investissement, des crédits de paiement d'un montant égal à celui des prévisions de recettes, soit **cent quatorze milliards quatre cent vingt deux millions sept cent soixante onze mille (114.422.771.000) F CFA** sont ouverts conformément aux dispositions de l'annexe III ci-jointe.

### TITRE VII - DU BUDGET ANNEXE D'EXPLOITATION DU MATERIEL DES TRAVAUX PUBLICS

Art. 40.- Les ressources du budget annexe d'exploitation du matériel des travaux publics sont évaluées pour l'année budgétaire 2001 à un montant de **deux milliards huit cent sept millions six cent cinquante mille (2.807.650.000) Francs CFA** se répartissant comme suit :

| Chapitre                          | Nomenclature          | Montant<br>(en milliers de F.CFA) |
|-----------------------------------|-----------------------|-----------------------------------|
| 800                               | Budget ordinaire      | 2 235 650                         |
| 810                               | Budget extraordinaire | 572 000                           |
| <b>Total général des recettes</b> |                       | <b>2 807 650</b>                  |

Art. 41.- Les crédits ouverts au budget annexe d'exploitation du matériel des travaux publics pour l'année budgétaire 2001 s'élèvent à **deux milliards huit cent sept millions six cent cinquante mille (2.807.650.000) Francs CFA** suivant la répartition ci-après :

| Chapitre                          | Nomenclature          | Montant<br>(en milliers de F.CFA) |
|-----------------------------------|-----------------------|-----------------------------------|
| 820                               | Budget ordinaire      | 2 235 650                         |
| 830                               | Budget extraordinaire | 572 000                           |
| 840                               | Gestions closes       | PM                                |
| <b>Total général des dépenses</b> |                       | <b>2 807 650</b>                  |

### TITRE VIII - BUDGET ANNEXE D'EXPLOITATION DU MATERIEL DE LA DÉFENSE NATIONALE

Art. 42.- Les ressources, du budget annexe d'exploitation du matériel de la défense nationale, sont évaluées, pour l'année budgétaire 2001, à **trois milliards neuf cent cinquante et un millions (3.951.000.000) Francs CFA** se répartissant comme suit :

| Chapitre                          | Nomenclature          | Montant<br>(en milliers de F.CFA) |
|-----------------------------------|-----------------------|-----------------------------------|
| 900                               | Budget ordinaire      | 3 951 000                         |
| 910                               | Budget extraordinaire | PM                                |
| <b>Total général des recettes</b> |                       | <b>3 951 000</b>                  |

Art. 43.- Les crédits ouverts, au titre du budget annexe d'exploitation de la défense nationale pour l'année budgétaire 2001, s'élèvent à **trois milliards neuf cent cinquante et un millions (3.951.000.000) Francs CFA** ventilés comme suit :

| Chapitre                          | Nomenclature          | Montant<br>(en milliers de F.CFA) |
|-----------------------------------|-----------------------|-----------------------------------|
| 920                               | Budget ordinaire      | 3 951 000                         |
| 930                               | Budget extraordinaire | PM                                |
| 940                               | Gestions closes       | PM                                |
| <b>Total général des Dépenses</b> |                       | <b>3 951 000</b>                  |

### TITRE IX - DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Art. 44.- Il est ouvert en recettes, au titre des comptes spéciaux du trésor mentionnés ci-dessous, un montant de **quatre milliards neuf cent quatre vingt six millions huit cent quinze mille (4.986.815.000) Francs CFA** conformément à la répartition de l'annexe IV ci-jointe.

| N° compte            | Nomenclature  | Montant<br>(en milliers de F.CFA) |
|----------------------|---|-----------------------------------|
| 115.36.00            | Fonds spécial d'étude et de contrôle                                      | 250 000                           |
| 111.01.00            | Garage administratif  | 500 000                           |
| 115.10.50            | Piscine olympique d'Etat  | 4 500                             |
| 115.10.00            | Fonds national de retraite (FNR)  | 3 208 618                         |
| 115.10.30            | Magasin sous douanes  | 563 300                           |
| 115.20.10            | Fonds de développement du tourisme  | 75 120                            |
| 115.20.40            | Contribution volontaire à l'effort de redressement                        | 385 277                           |
|                      | Caisse autonome pour le financement de l'entretien routier (CAFER)        | PM                                |
|                      | Centre autonome d'amortissement de la dette intérieure de l'Etat (CAADIE) | PM                                |
| <b>Total general</b> |   | <b>4 986 815</b>                  |

Art. 45.- Des crédits, de paiement de quatre milliards neuf cent quatre vingt six millions huit cent quinze mille (4.986.815.000) Francs CFA, sont ouverts à concurrence des prévisions respectives de recettes visées ci-dessus, et restent subordonnés à la réalisation de ces derniers.

Par dérogation aux dispositions de l'article 24 de la loi n° 61-32, les dépenses afférentes au paiement des traitements et salaires, sont expressément autorisées dans la limite des crédits ouverts au titre des comptes spéciaux ci-dessus.

Les tableaux détaillés des recettes et des dépenses de ces différents comptes spéciaux font l'objet de l'annexe VI de la présente loi.

Art. 46.- La présente loi sera publiée au *Journal Officiel* de la République du Niger et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Niamey, le 20 décembre 2000

Le Président de la République

*Mamadou Tandja*

Le Premier ministre

*Hama Amadou*

Le ministre des finances

*Ali Badjo Gamatié.*

# JOURNAL OFFICIEL

paraissant le 1<sup>er</sup> et le 15 de chaque mois

| ABONNEMENTS     |                | MODALITES DE PAIEMENT |  | INSERTION   |
|-----------------|----------------|-----------------------|--|---|
| NIGER           | 1 an -         | 25.000 FCFA           | Les abonnements ou réabonnements et les annonces sont payables d'avance. Tout règlement s'effectue exclusivement par mandat postal ou chèque bancaire. Pour tout règlement en espèces, une quittance sera fournie. | Trois mille (3.000) francs CFA la ligne. Un minimum de perception de 30.000 FCFA par annonce sera appliqué pour les insertions. Adresser les correspondances, textes à insérer, demandes de renseignements à :<br><b>JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE DU NIGER</b><br>B.P. 116 NIAMEY<br>Téléphone : 72.39.30 / 72.20.59<br>Central Administratif : 72.36.00<br>Postes : 3081; 3255; 3725; 3726 ou 3313. |
|                 | 6 mois -       | 12.500 FCFA           |  |   |
| ETRANGER        | 1 an -         | 38.000 FCFA           |  |   |
|                 | 6 mois -       | 19.000 FCFA           |  |   |
| VENTE AU NUMERO |                | FRAIS D'EXPEDITION    |  |   |
|                 | Année courante | Année antérieure      | <b>REGIME</b>  | <b>FRAIS</b>  |
| NIGER           | 1.000 FCFA     | 1.500 FCFA            | Intérieur  | 5.000 FCFA  |
| ETRANGER        | 1.500 FCFA     | 2.000 FCFA            | Extérieur  | 7.000 FCFA  |
|                 |                |                       | International  | 10.000 FCFA   |

## SPECIAL N° 7

### SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

### LOIS

|   |     |
|---|-----|
| Loi n° 2001-12 du 06 juillet 2001, portant première rectification à la loi n° 2000-23 du 20 décembre 2000, portant Loi de finances pour l'année budgétaire 2001 ..... | 52  |
| Tableau I : Détail des crédits annulés LFR2001 .....  | 58  |
| Tableau II : Détail des crédits ouverts LFR2001 .....   | 70  |
| Annexe I : Détail des recettes LFR2001 .....  | 77  |
| Annexe II : Détail des crédits LFR2001 .....  | 81  |
| Annexe III : Budget d'investissements LFR2001 .....   | 130 |
| Loi n° 2001-20 du 12 juillet 2001 modifiant et complétant l'ordonnance n° 89-19 du 8 décembre 1989 portant Code des Investissements .....                             | 138 |

### PARTIE OFFICIELLE

### LOIS

#### RAPPORT DE PRÉSENTATION DU PROJET DE LOI PORTANT PREMIÈRE RECTIFICATION A LA LOI N° 2000-23 DU 20 DÉCEMBRE 2000, PORTANT LOI DE FINANCES POUR L'ANNÉE BUDGÉTAIRE 2001

##### Contexte et objectifs de la Loi de finances rectificative 2001

Le projet de loi de finances rectificative 2001 s'inscrit dans le cadre des actions et mesures découlant de la Déclaration de politique générale du Premier ministre et des accords signés avec nos partenaires au développement pour la mise en œuvre de cette politique.

Il vise, de manière spécifique, la budgétisation des ressources de l'initiative PPTE et de celles des privatisations. Conformément à nos engagements et à nos options, ces ressources complémentaires sont destinées exclusivement aux dépenses de lutte contre la pauvreté et à des secteurs d'accompagnement.

En ce qui concerne les secteurs d'accompagnement, les actions identifiées ont pour objectifs essentiels :

- le renforcement de la sécurité dans certaines parties du territoire pour favoriser le développement du tourisme ;
- la lutte contre le grand banditisme ;
- le renforcement des institutions démocratiques nouvelles (Commission nationale des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, Cour constitutionnelle).

Compte tenu du fait qu'en dehors des dépenses entrant strictement dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, aucune dépense nouvelle ne doit être inscrite dans la présente loi de finances rectificative, la dotation des secteurs d'accompagnement en crédits supplémentaires est faite par prélèvements sur les crédits déjà existants.

##### Les modifications introduites par la Loi de finances rectificative

Elles portent essentiellement:

- au niveau des mesures permanentes, sur la réforme de la fiscalité pétrolière et le retour des entreprises de presse au droit commun de la fiscalité ;
- en matière de recettes, sur la prise en compte des ressources PPTE et de celles provenant des privatisations, ainsi qu'un réajustement de certaines prévisions au titre des ressources extérieures,

- en matière de dépenses, sur la prise en compte, principalement, du programme prioritaire d'urgence, c'est - à - dire, des actions rentrant dans le cadre de la lutte contre la pauvreté.

En outre, des dispositions sont prévues, d'une part, pour sécuriser les fonds des projets publics et, d'autre part, pour améliorer la mobilisation des ressources internes par une meilleure exploitation du Numéro d'identification fiscale (N.I.F).

**Mesures permanentes**

Elles s'articulent autour des points suivants :

1- La réforme de la fiscalité pétrolière vise à donner à l'Etat les moyens légaux de récupération du différentiel entre les prix internationaux et le prix à la pompe des produits pétroliers. A cet égard, le système de taxation est modifié comme suit:

- le droit de douane, la redevance statistique et la TVA seront perçus sur la valeur CAF réelle des produits et non sur les valeurs mercures,iales,

- la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) cessera d'être perçue sur une valeur ad valorem, pour être calculée avec des tarifs spécifiques,

- le montant de la TIPP est rajouté à l'assiette de la TVA.

2- Pour les entreprises de presse, il s'agit de rétablir l'équité entre les intervenants dans le secteur. La mesure en vigueur, qui soumet toutes les entreprises au seul régime de la patente synthétique, a créé une rupture dans la concurrence entre ces entités.

**En matière de prévisions de recettes**

En matière de recettes, les modifications ont porté sur:

- une augmentation du montant attendu de l'Union européenne qui passe de 20 milliards à 21,1 milliards,

- la prise en compte des recettes issues des privatisations pour 8,525 milliards,

- la prise en compte des ressources PPTTE pour 8,782 milliards (composé de 0,399 milliard du F.M.I, 6,843 milliards de la Banque Mondiale et 1,540 milliard de la B.A.D),

**En matière de prévisions de dépenses**

Il s'agit essentiellement de la prise en compte, en l'an 2001, des dépenses rentrant dans le cadre de la lutte contre la pauvreté pour 8,782 milliards. Les principales composantes de ce programme sont les suivantes :

- construction des classes primaires : 1,664 milliards  
- construction des centres de santé communautaires : 2,137 milliards

- fonçage des puits pastoraux : 0,787 milliard

- construction des retenues d'eau : 3,395 milliards

- actions de soutien aux femmes : 0,500 milliard

- et préparation DSRP : 0,300 milliard.

Quant aux recettes de privatisations, elles sont utilisées comme suit :

- restructuration ONPE : 2,400 milliards

- prises de participations : 1,350 milliard

- et reprise de la coopération : 4,775 milliards.

La dotation des secteurs d'accompagnement en crédits supplémentaires est faite par prélèvements sur les crédits déjà existants.

Enfin, d'autres modifications intervenues résultent de réaménagements des crédits de certaines structures de l'Etat.

Le ministre des finances

Ali Badjo Gamatié

**Loi n° 2001-12 du 6 juillet 2001, portant première rectification à la loi n° 2000-23 du 20 décembre 2000, portant Loi de finances pour l'année budgétaire 2001**

Vu la Constitution

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit:

Article premier - A compter de la publication de la présente loi, pour toute opération de dédouanement à l'importation portant sur un montant hors T.V.A de trois (3) millions ou plus, le déclarant est tenu de présenter l'attestation du Numéro d'identification fiscale (N.I.F) de l'importateur.

Les modalités d'application de la présente disposition sont définies par arrêté du ministre chargé des finances.

Art. 2 - A compter de la publication de la présente Loi de finances, l'engagement, sur le budget de l'Etat, de toute facture d'une personne qui exerce au Niger une activité commerciale, industrielle, artisanale, forestière, minière, non commerciale ou autre, ayant une nature professionnelle et qui est prise en compte par une administration financière ou toutes autres administrations intéressées, est subordonné à l'inscription, sur ladite facture, du Numéro d'identification fiscale (N.I.F) de l'intéressée.

Art. 3 - Sont ouvertes au budget général de fonctionnement de l'Etat, gestion 2001, les prévisions de recettes d'un montant de dix huit milliards quatre cent sept millions cinquante deux mille (18.407.052.000) FCFA, conformément à la répartition ci - après (en milliers de FCFA):

| Chapitre | Nomenclature   | Montant           |
|----------|--|-------------------|
|          | <b>Titre III - Ressources exceptionnelles</b>            |                   |
|          | <i>Section 30 - Ressources patrimoniales</i>             |                   |
|          | Chapitre 303 - Aliénation du domaine immobilier          |                   |
| 303 - 03 | Recettes des privatisations                              | 8 525 052         |
|          | Total chapitre 303                                       | 8 525 052         |
|          | <i>Total section 30</i>                                  | 8 525 052         |
| 321 - 03 | <i>Section 32 - Contributions et ressources diverses</i> |                   |
|          | chapitre 321 - Fonds de concours                         |                   |
|          | Ressources PPTTE   | 8 782 000         |
|          | Chapitre 322 - Ressources exceptionnelles                |                   |
| 322 - 02 | Aides budgétaires  | 1 100 000         |
|          | Total chapitre 322                                       | 1 100 000         |
|          | <i>Total section 32</i>                                  | 9 882 000         |
|          | <b>TOTAL TITRE III</b>                                   | <b>18 407 052</b> |
|          | <b>TOTAL GENERAL</b>                                     | <b>18 407 052</b> |

Art. 4 - Sont annulés au budget général de fonctionnement de l'Etat, gestion 2001, les crédits d'un montant de cinq milliards cinq cent quatre millions vingt huit mille (5.504.028.000) FCFA, conformément à la répartition ci - après (en milliers de FCFA):

| <i>Rubriques</i>   | <i>Nomenclature</i>            | <i>Montant</i>    |
|--------------------|--------------------------------|-------------------|
| <b>TITRE 1</b>     | DETTE PUBLIQUE                 |                   |
| <b>SECTION 147</b> | DETTE PUBLIQUE                 |                   |
| 147-2              | DETTE INTERIEURE               | -3 248 980        |
|                    | TOTAL SECTION 147              | -3 248 980        |
|                    | <b>TOTAL TITRE 1</b>           | <b>-3 248 980</b> |
| <b>TITRE 3</b>     | MOYENS DE SERVICE              |                   |
| <b>SECTION 303</b> | CABINET PREMIER MINISTRE       |                   |
| 303-2              | MATERIEL                       | -4 000            |
|                    | TOTAL SECTION 303              | -4 000            |
| <b>SECTION 306</b> | ENSEIGNEMENT SUPERIEUR/R/T     |                   |
| 306-3              | TRANSPORT                      | -1 000            |
|                    | TOTAL SECTION 306              | -1 000            |
| <b>SECTION 308</b> | COMMUNICATION                  |                   |
| 308-2              | MATERIEL                       | -1 131            |
| 308-3              | TRANSPORT                      | -2 702            |
|                    | TOTAL SECTION 308              | -3 833            |
| <b>SECTION 309</b> | JEUNESSE SPORTS ET CULTURE     |                   |
| 309-2              | MATERIEL                       | -15 045           |
| 309-3              | TRANSPORT                      | -1 714            |
|                    | TOTAL SECTION 309              | -16 759           |
| <b>SECTION 312</b> | AFFAIRES ETRANGERES/C/IA       |                   |
| 312-2              | MATERIEL                       | -24 453           |
| 312-3              | TRANSPORT                      | -9 420            |
| 312-4              | LOGEMENT                       | -4 900            |
|                    | TOTAL SECTION 312              | -38 773           |
| <b>SECTION 315</b> | DEFENSE NATIONALE              |                   |
| 315-2              | MATERIEL                       | -44 753           |
| 315-3              | TRANSPORT                      | -75 731           |
| 315-4              | LOGEMENT                       | -11 500           |
|                    | TOTAL SECTION 315              | -131 984          |
| <b>SECTION 317</b> | JUSTICE                        |                   |
| 317-2              | MATERIEL                       | -28 956           |
|                    | TOTAL SECTION 317              | -28 956           |
| <b>SECTION 325</b> | INTERIEUR ET AMENAG.TERRITOIRE |                   |
| 325-2              | MATERIEL                       | -107 101          |
| 325-3              | TRANSPORT                      | -21 714           |
| 325-4              | LOGEMENT                       | -182              |
|                    | TOTAL SECTION 325              | -128 997          |
| <b>SECTION 347</b> | FINANCES                       |                   |
| 347-2              | MATERIEL                       | -25 055           |
| 347-3              | TRANSPORT                      | -16 147           |
|                    | TOTAL SECTION 347              | -41 202           |

| <i>Rubriques</i>   | <i>Nomenclature</i>               | <i>Montant</i>    |
|--------------------|-----------------------------------|-------------------|
| <b>SECTION 352</b> | <b>COMMERCE ET INDUSTRIE</b>      |                   |
| 352-2              | MATERIEL                          | -8 332            |
| 352-3              | TRANSPORT                         | -3 603            |
|                    | TOTAL SECTION 352                 | -11 935           |
| <b>SECTION 354</b> | <b>DEVELOPPEMENT RURAL</b>        |                   |
| 354-2              | MATERIEL                          | -30 200           |
| 354-3              | TRANSPORT                         | -1 000            |
|                    | TOTAL SECTION 354                 | -31 200           |
| <b>SECTION 355</b> | <b>RESSOURCES ANIMALES</b>        |                   |
| 355-2              | MATERIEL                          | -2 417            |
| 355-3              | TRANSPORT                         | -1 785            |
|                    | TOTAL SECTION 355                 | -4 202            |
| <b>SECTION 358</b> | <b>EQUIPEMENT ET TRANSPORTS</b>   |                   |
| 358-2              | MATERIEL                          | -1 216            |
| 358-3              | TRANSPORT                         | -1 084            |
|                    | TOTAL SECTION 358                 | -2 300            |
| <b>SECTION 360</b> | <b>ENVIRONNEMENT ET L/CD</b>      |                   |
| 360-2              | MATERIEL                          | -11 414           |
| 360-3              | TRANSPORT                         | -5 892            |
|                    | TOTAL SECTION 360                 | -17 306           |
| <b>SECTION 361</b> | <b>EDUCATION NATIONALE</b>        |                   |
| 361-2              | MATERIEL                          | -606 000          |
|                    | TOTAL SECTION 361                 | -606 000          |
| <b>SECTION 366</b> | <b>PRIVATISATION/RE</b>           |                   |
| 366-3              | TRANSPORT                         | -8 034            |
|                    | TOTAL SECTION 366                 | -8 034            |
| <b>SECTION 367</b> | <b>PROMOTION DES PME</b>          |                   |
| 367-3              | TRANSPORT                         | -6 000            |
|                    | TOTAL SECTION 367                 | -6 000            |
| <b>SECTION 390</b> | <b>CHARGES COMMUNES</b>           |                   |
| 390-2              | MATERIEL                          | -40 817           |
| 390-3              | TRANSPORT                         | -5 765            |
| 390-4              | LOGEMENT                          | -11 742           |
|                    | TOTAL SECTION 390                 | -58 324           |
|                    | <b>TOTAL TITRE 3</b>              | <b>-1 140 805</b> |
| <b>TITRE 4</b>     | <b>INTERVENTIONS PUBLIQUES</b>    |                   |
| <b>SECTION 406</b> | <b>ENSEIGNEMENT SUPERIEUR/R/T</b> |                   |
| 406-7              | ACTIONS CULTURELLES               | -297 000          |
|                    | TOTAL SECTION 406                 | -297 000          |
| <b>SECTION 408</b> | <b>COMMUNICATION</b>              |                   |
| 408-6              | INTERVENTIONS POLITIQUES          | -21 625           |
| 408-7              | ACTIONS CULTURELLES               | -375              |
|                    | TOTAL SECTION 408                 | -22 000           |

| <i>Rubriques</i>   | <i>Nomenclature</i>                   | <i>Montant</i>    |
|--------------------|---------------------------------------|-------------------|
| <i>SECTION 409</i> | JEUNESSE SPORTS ET CULTURE            |                   |
| <i>409-7</i>       | ACTIONS JEUNESSE, SPORT, C/COMM.      | -1 869            |
|                    | TOTAL SECTION 409                     | -1 869            |
| <i>SECTION 412</i> | AFFAIRES ETRANGERES/C/IA              |                   |
| <i>412-1</i>       | ACTIONS INTERNATIONALES               | -1 387            |
|                    | TOTAL SECTION 412                     | -1 387            |
| <i>SECTION 417</i> | JUSTICE                               |                   |
| <i>417-5</i>       | INTERVENTIONS PUBLIQUES               | -5 250            |
|                    | TOTAL SECTION 417                     | -5 250            |
| <i>SECTION 425</i> | INTERIEUR ET AMENAG.TERRITOIRE        |                   |
| <i>425-2</i>       | INTERVENTIONS POLITIQUES              | -961              |
|                    | TOTAL SECTION 425                     | -961              |
| <i>SECTION 447</i> | FINANCES                              |                   |
| <i>447-2</i>       | INTERVENTIONS POLITIQUES              | -2 500            |
| <i>447-5</i>       | INFRASTRUCTURES                       | -1 050            |
| <i>447-6</i>       | INVESTISSEMENTS                       | -512 500          |
| <i>447-8</i>       | ACTIONS SOCIALES                      | -25 000           |
|                    | TOTAL SECTION 447                     | -541 050          |
| <i>SECTION 452</i> | COMMERCE ET INDUSTRIE                 |                   |
| <i>452-7</i>       | ACTIONS COMMERCIALES                  | -2 500            |
|                    | TOTAL SECTION 452                     | -2 500            |
| <i>SECTION 454</i> | DEVELOPPEMENT RURAL                   |                   |
| <i>454-4</i>       | ACTIONS ECONOMIQUES                   | -13 743           |
|                    | TOTAL SECTION 454                     | -13 743           |
| <i>SECTION 455</i> | RESSOURCES ANIMALES                   |                   |
| <i>455-4</i>       | AIDES PRODUCTIONS ANIMALES            | -19 747           |
|                    | TOTAL SECTION 455                     | -19 747           |
| <i>SECTION 458</i> | EQUIPEMENT ET TRANSPORTS              |                   |
| <i>458-5</i>       | INFRASTRUCTURES                       | -94 864           |
|                    | TOTAL SECTION 458                     | -94 864           |
| <i>SECTION 460</i> | ENVIRONNEMENT ET L/CD                 |                   |
| <i>460-5</i>       | INFRASTRUCTURES                       | -13 872           |
|                    | TOTAL SECTION 460                     | -13 872           |
| <i>SECTION 467</i> | PROMOTION PETITES ET MOYENNES ENTREP. |                   |
| <i>467-4</i>       | ACTIONS ECONOMIQUES                   | -100 000          |
|                    | TOTAL SECTION 467                     | -100 000          |
|                    | TOTAL TITRE 4                         | -1 114 243        |
|                    | <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>                  | <b>-5 504 028</b> |

La répartition des crédits annulés, par nature et par destination, fait l'objet du tableau détaillé annexé à la présente loi (Tableau I).

Art. 5 - Sont annulés au budget d'investissement de l'Etat 2001, les crédits de paiement d'un montant d'un milliard trois cent quatre millions quatre cent cinquante neuf mille (1.304.459.000) de FCFA, conformément à la répartition ci - après (en milliers de FCFA) :

| Rubriques | Nomenclature                               | Crédits annulés   |
|-----------|--|-------------------|
| 714-1 71  | Création centre secours pompiers           |                   |
|           | Trésor.....                                | -17 000           |
| 714-1 91  | Prog. Const.Equip Réhab Résid P.A          |                   |
|           | Trésor.....                                | -70 000           |
| 714-3 11  | Assistance en évaluation                   |                   |
|           | Trésor.....                                | -50 000           |
| 714-3 51  | Renforcement inst. ext. sces plan          |                   |
|           | Trésor.....                                | -28 400           |
| 714-3 71  | Réhabilitation immeubles MP et annexes     |                   |
|           | Trésor.....                                | -11 500           |
| 714-6 21  | Const école nationale de gendarmerie       |                   |
|           | Trésor.....                                | -62 382           |
| 714-6 41  | Transfert groupement gendarmerie Tillabéri |                   |
|           | Trésor.....                                | -223 000          |
| 714-6 51  | Const infrast ZR,DA,Dirkou, Madawela       |                   |
|           | Trésor.....                                | -150 159          |
| 714-6 71  | Const. brigade territoriale Madarounfa     |                   |
|           | Trésor.....                                | -120 752          |
| 714-6 81  | Progr. construc. équip. régies financières |                   |
|           | Trésor.....                                | -15 600           |
| 714-7 41  | Construction camps de gardes               |                   |
|           | Trésor.....                                | -7 500            |
| 714-7 51  | Construct.réhab. Etat Maj. FNIS            |                   |
|           | Trésor.....                                | -20 000           |
| 714-7 61  | Const équip services de police             |                   |
|           | Trésor.....                                | -173 283          |
| 714-9 11  | Prog. renforcement instit. paix sécurité   |                   |
|           | Trésor.....                                | -263 707          |
| 715-1 21  | Opérations diverses                        |                   |
|           | Trésor.....                                | -91 176           |
|           |  | <b>-1 304 459</b> |

Art. 6 - Sont ouverts au budget général de fonctionnement de l'Etat, gestion 2001, les crédits d'un montant de vingt trois milliards neuf cent onze millions quatre vingt mille (23.911.080.000) FCFA, conformément à la répartition ci - après (en milliers de FCFA):

La répartition des crédits ouverts, par nature et par destination, fait l'objet du tableau annexé à la présente loi (Tableau II).

| Rubriques      | Nomenclature                                  | Montant          |
|----------------|---|------------------|
| <b>Titre 1</b> | <b>Dettes publiques</b>                       |                  |
| Section 147    | Dettes publiques                              |                  |
| 147-1          | Dettes extérieures                            | 4 775 052        |
| 147-2          | Dettes intérieures                            | 2 400 000        |
|                | <b>TOTAL SECTION 147</b>                      | <b>7 175 052</b> |
|                | <b>Total Titre 1</b>                          | <b>7 175 052</b> |
| <b>Titre 2</b> | <b>Pouvoirs publics</b>                       |                  |
| Section 200    | Cour suprême                                  |                  |
| 200-2          | Matériel                                      | 5 000            |
|                | <b>Total section 200</b>                      | <b>5 000</b>     |
| Section 202    | Conseil supérieur de la communication         |                  |
| 202-2          | Matériel                                      | 150 000          |
|                | <b>Total section 202</b>                      | <b>150 000</b>   |
| Section 205    | Présidence de la République                   |                  |
| 205-2          | Matériel                                      | 73 000           |
|                | <b>Total section 205</b>                      | <b>73 000</b>    |
| Section 207    | Cour constitutionnelle                        |                  |
| 207-1          | Personnel                                     | 5 160            |
| 207-2          | Matériel                                      | 107 840          |
| 207-3          | Transports                                    | 19 000           |
|                | <b>Total section 207</b>                      | <b>132 000</b>   |
| Section 210    | Commission nat. droits de l'Homme et libertés |                  |
| 210-1          | Personnel                                     | 17 267           |
| 210-2          | Matériel                                      | 6 648            |
| 210-3          | Transports                                    | 6 085            |
|                | <b>Total section 210</b>                      | <b>30 000</b>    |
|                | <b>Total Titre 2</b>                          | <b>390 000</b>   |
| <b>Titre 3</b> | <b>Moyens de service</b>                      |                  |
| Section 303    | Cabinet Premier ministre                      |                  |
| 303-2          | Matériel                                      | 4 000            |
|                | <b>Total section 303</b>                      | <b>4 000</b>     |
| Section 305    | Présidence de la République                   |                  |
| 305-2          | Matériel                                      | 25 000           |
| 305-3          | Transport                                     | 52 000           |
|                | <b>Total section 305</b>                      | <b>77 000</b>    |
| Section 306    | Enseignement supérieur/R/T                    |                  |
| 306-3          | Transport                                     | 1 000            |
|                | <b>Total section 306</b>                      | <b>1 000</b>     |
| Section 308    | Communication                                 |                  |
| 308-3          | Transport                                     | 2 500            |
|                | <b>Total section 308</b>                      | <b>2 500</b>     |
| Section 312    | Affaires étrangères/C/IA                      |                  |
| 312-3          | Transport                                     | 50 000           |
|                | <b>Total section 312</b>                      | <b>50 000</b>    |

| Rubriques            | Nomenclature                           | Montant          | Rubriques          | Nomenclature                                 | Montant           |
|----------------------|--|------------------|--------------------|--|-------------------|
| <b>Section 315</b>   | <b>Défense nationale</b>               |                  | <b>Section 409</b> | <b>Jeunesse sports et culture</b>            |                   |
| 315-2                | Matériel                               | 1 223 480        | 409-7              | Actions jeunesse, sport, C/COMM.             | 180 000           |
| 315-3                | Transport                              | 167 500          |                    | <b>Total section 409</b>                     | <b>180 000</b>    |
| 315-4                | Logement                               | 4 000            | <b>Section 412</b> | <b>Affaires étrangères/C/IA</b>              |                   |
|                      | <b>Total section 315</b>               | <b>1 394 980</b> | 412-1              | Actions internationales                      | 100 000           |
| <b>Section 317</b>   | <b>Justice</b>                         |                  |                    | <b>Total section 412</b>                     | <b>100 000</b>    |
| 317-2                | Matériel                               | 33 060           | <b>Section 447</b> | <b>Finances</b>                              |                   |
|                      | <b>Total section 317</b>               | <b>33 060</b>    | 447-4              | Actions économiques                          | 1 100 000         |
| <b>Section 325</b>   | <b>Intérieur et aménag. territoire</b> |                  | 447-6              | Investissements                              | 1 337 019         |
| 325-2                | Matériel                               | 539 000          | 447-8              | Actions sociales                             | 1 370 000         |
|                      | <b>Total section 325</b>               | <b>539 000</b>   |                    | <b>Total section 447</b>                     | <b>3 807 019</b>  |
| <b>Section 352</b>   | <b>Commerce et industrie</b>           |                  | <b>Section 467</b> | <b>Promotion petites et moyennes entrep.</b> |                   |
| 352-2                | Matériel                               | 6 363            | 467-4              | Actions économiques                          | 97 500            |
| 352-3                | Transport                              | 2 400            |                    | <b>Total section 467</b>                     | <b>97 500</b>     |
|                      | <b>Total section 352</b>               | <b>8 763</b>     | <b>Section 490</b> | <b>Actions de lutte contre la pauvreté</b>   |                   |
| <b>Section 354</b>   | <b>Développement rural</b>             |                  | 490-4              | Actions économiques                          | 8 782 000         |
| 354-2                | Matériel                               | 17 200           |                    | <b>Total section 490</b>                     | <b>8 782 000</b>  |
| 354-3                | Transport                              | 1 000            |                    |  |                   |
|                      | <b>Total section 354</b>               | <b>18 200</b>    |                    | <b>Total Titre 4</b>                         | <b>13 263 519</b> |
| <b>Section 355</b>   | <b>Ressources animales</b>             |                  |                    | <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>                         | <b>23 911 080</b> |
| 355-2                | Matériel                               | 10 000           |                    |  |                   |
|                      | <b>Total section 355</b>               | <b>10 000</b>    |                    |  |                   |
| <b>Section 360</b>   | <b>Environnement et L/CD</b>           |                  |                    |  |                   |
| 360-2                | Matériel                               | 13 000           |                    |  |                   |
|                      | <b>Total section 360</b>               | <b>13 000</b>    |                    |  |                   |
| <b>Section 361</b>   | <b>Education nationale</b>             |                  |                    |  |                   |
| 361-2                | Matériel                               | 606 000          |                    |  |                   |
|                      | <b>Total section 361</b>               | <b>606 000</b>   |                    |  |                   |
| <b>Section 366</b>   | <b>Privatisation/RE</b>                |                  |                    |  |                   |
| 366-2                | Matériel                               | 16 374           |                    |  |                   |
| 366-3                | Transport                              | 4 383            |                    |  |                   |
|                      | <b>Total section 366</b>               | <b>20 757</b>    |                    |  |                   |
| <b>Section 367</b>   | <b>Promotion des PME</b>               |                  |                    |  |                   |
| 367-2                | Matériel                               | 4 000            |                    |  |                   |
| 367-3                | Transport                              | 2 000            |                    |  |                   |
|                      | <b>Total section 367</b>               | <b>6 000</b>     |                    |  |                   |
| <b>Section 390</b>   | <b>Charges communes</b>                |                  |                    |  |                   |
| 390-2                | Matériel                               | 258 249          |                    |  |                   |
| 390-4                | Logement                               | 40 000           |                    |  |                   |
|                      | <b>Total section 390</b>               | <b>298 249</b>   |                    |  |                   |
| <b>Total Titre 3</b> |  | <b>3 082 509</b> |                    |  |                   |
| <b>Titre 4</b>       | <b>Interventions publiques</b>         |                  |                    |  |                   |
| <b>Section 406</b>   | <b>Enseignement supérieur/R/T</b>      |                  |                    |  |                   |
| 406-7                | Actions culturelles                    | 297 000          |                    |  |                   |
|                      | <b>Total section 406</b>               | <b>297 000</b>   |                    |  |                   |

Art 7 - Sont ouverts au budget d'investissement de l'Etat 2001, les crédits de paiement d'un montant de deux milliards huit cent trente neuf millions cinq cent soixante dix neuf mille (2.839.579.000.) FCFA, conformément à la répartition ci - après (en milliers de FCFA) :

| Rubriques | Nomenclature                             | Crédits ouverts  |
|-----------|--|------------------|
|           | Projet développement rural intégré Dosso |                  |
| 511-3 93  | ANR (Luxembourg).....                    | 775 120          |
|           | NIGETECH                                 |                  |
| 516-1 43  | ANR (FED).....                           | 1 260 000        |
|           | Recensement général de la population     |                  |
| 714-3 61  | Trésor.....                              | 23 000           |
|           | Prog constructions antennes CDE          |                  |
| 714-4 91  | Trésor .....                             | 50 000           |
|           | Réhabilitation / extension bureaux PRN   |                  |
| 714-5 51  | Trésor .....                             | 97 000           |
|           | Equipements                              |                  |
| 714-9 21  | Trésor .....                             | 250 000          |
|           | Infrastructures de jeunesse              |                  |
| 714-9 31  | Trésor .....                             | 384 459          |
|           | <b>TOTAL</b>                             | <b>2 839 579</b> |

Art. 8 - A compter de la promulgation de la présente Loi de finances, les fonds des projets publics, provenant en totalité ou partiellement, du budget de l'Etat, de celui des collectivités territoriales ou des partenaires extérieurs, ont le caractère de fonds publics et, à ce titre, bénéficient de l'immunité d'exécution.

Art. 9 - Les dispositions de la loi n° 2000-23 du 20 décembre 2000, portant Loi de finances pour l'année budgétaire 2001, non modifiées par la présente loi, restent exécutoires.

Art. 10 - La présente loi sera publiée au *Journal Officiel* de la République du Niger et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Niamey, le 6 juillet 2001

Le Président de la République

*Mamadou Tandja*

Le Premier ministre

*Hama Amadou*

Le ministre des finances

*Ali Badjo Gamatié*